

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 275

3 février 2015

### SOMMAIRE

Abels S.à r.l. ....	13181	Investeringer Danmark S.à r.l. ....	13156
ABS-CBN Global Hungary Kft. Luxembourg Branch ....	13157	Ironbridge 2003/4 Luxembourg Holdings S.à r.l. ....	13156
ACI Holdings S.A. ....	13154	Isotek S. à r.l. ....	13160
Actavis Acquisition 1 S.à r.l. ....	13164	Iverna Holdings S.A. ....	13161
Action Luxembourg S.à r.l. ....	13194	Javace S.à r.l. ....	13155
Agricultural Bank of China (Luxembourg) S.A. ....	13161	Joanns SPF S.A. ....	13155
Alsina S.à r.l. ....	13162	Kaji S.à r.l. ....	13160
Anam Investments S.à r.l. ....	13195	Kentas AG ....	13160
Anava S.à r.l. ....	13167	KORE Luxembourg (Holding Company) 1 S.à r.l. ....	13156
Aquila Sachwert-Basisfonds II S.A. ....	13175	KPMG Luxembourg ....	13154
Arthur et Augusta S.A. ....	13171	LD Luxembourg Holding S.A. ....	13161
Caves Wengler S.A. ....	13157	Los Indios S.à r.l. ....	13161
Chez Stefano S.à r.l. ....	13197	Parc de Gerlache S.A. ....	13159
Cinquanteneuf S.A. ....	13181	Pâtisserie Strasser Michel S.à r.l. ....	13159
Clever Group Luxembourg S.à r.l. ....	13199	Rochester Holding S.A. ....	13159
Eliza S.à r.l., SPF ....	13181	Sandton Financing III (Luxembourg) S.à r.l. ....	13158
Euro-Energies S.A. ....	13200	Sany S.A. ....	13158
European Mail S.à r.l. ....	13200	Siris S.A. ....	13158
Goudsmit & Tang Management Company ....	13160	St. Lazare Holding S.à r.l. ....	13158
GPDB S.A. ....	13159	Strange GmbH ....	13157
Grafikbüro S.à r.l. ....	13155	Team to Trust S.A. ....	13197
Hasten Property Holdings S.à r.l. ....	13156	TP (Luxembourg) Invest S.à r.l. ....	13154
Hexagone Invest S.A. ....	13155	Walupart S.A. ....	13154
Il Cosmetics Group S.A. ....	13154	Window Impex S.à r.l. ....	13199

**TP (Luxembourg) Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 24.076.142,94.**

Siège social: L-2328 Luxembourg, 20, rue des Peupliers.

R.C.S. Luxembourg B 172.899.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Référence de publication: 2014208647/10.

(140232226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

**Walupart S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 62.750.

Le Bilan au 30.11.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014208705/10.

(140233132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

**KPMG Luxembourg, Société Coopérative.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 39, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 149.133.

Les statuts coordonnés au 18 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch  
Notaire

Référence de publication: 2015001652/11.

(150000532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

**Il Cosmetics Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 168.733.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015001614/11.

(150000822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

**ACI Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 151, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 184.715.

J'ai le regret de vous informer de ma décision de démissionner avec effet immédiat de mes fonctions d'Administrateur B au sein de ACI HOLDINGS SA.

I regret to inform you of my decision to resign from the position as Director B of ACI HOLDINGS SA with immediate effect.

Le 12 novembre 2014.

Fabien Rossignol-Burgos Leon.

Référence de publication: 2014208786/12.

(140233423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

**Hexagone Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5560 Remich, 34, rue Neuve.  
R.C.S. Luxembourg B 63.128.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015001591/10.

(150000446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

**Grafikbüro S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8047 Strassen, 62, rue de la Victoire.  
R.C.S. Luxembourg B 37.093.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 05/01/2015.

Référence de publication: 2015001578/10.

(150000671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

**Joanns SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie.  
R.C.S. Luxembourg B 184.115.

*Extrait de la résolution prise lors du Conseil d'Administration tenu à Luxembourg le 29/12/2014*

Le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social de la société du n° 7 rue d'Amsterdam, L-1126 Luxembourg au 57, Avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg avec effet au 01/01/2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29/12/2014.

*Pour JOANNS SPF SA*

Référence de publication: 2015001638/13.

(150000458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

**Javace S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1618 Luxembourg, 31, rue des Gaulois.  
R.C.S. Luxembourg B 189.406.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 2 janvier 2015*

L'associé unique de la Société:

- approuve le rapport du liquidateur de la Société;
- donne décharge au gérant et au liquidateur de la Société;
- prononce la clôture de la liquidation et constate que la Société a définitivement cessé d'exister en date du 2 janvier 2015;
- décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq (5) ans à l'adresse suivante: 14, rue Erasme, L-1468 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 janvier 2015.

JAVACE S.à r.l., en liquidation volontaire

Signature

Référence de publication: 2015001635/21.

(150000573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

**Hasten Property Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 167.621.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015001585/9.

(150001226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

---

**Investeringer Danmark S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 100.035.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Référence de publication: 2015001607/10.

(150000685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

---

**Ironbridge 2003/4 Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 104.449.

*Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance en date du 12 mai 2014*

Le siège de la société a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec effet immédiat.

Veillez prendre note que Monsieur Georges SCHEUER et Madame Sophie WATHELET, gérants de catégorie B, résident désormais professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 5 janvier 2015.

Pour extrait et avis sincères et conformes

*Pour Ironbridge 2003/4 Luxembourg Holdings S.à r.l.*

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015001610/16.

(150000895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

---

**KORE Luxembourg (Holding Company) 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

R.C.S. Luxembourg B 135.323.

**LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Par jugement du 18 décembre 2014, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, statuant par un jugement par défaut, le Ministère Public entendu en ses conclusions, a déclaré dissoute et ordonné la liquidation de la société à responsabilité limitée KORE LUXEMBOURG (HOLDING COMPANY) 1 S.à r.l., dont le siège social à L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy, a été dénoncé en date du 8 décembre 2010.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Thierry Schiltz, juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Julie Zens, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il a ordonné aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 9 janvier 2015 au greffe du tribunal de commerce de et à Luxembourg.

Pour extrait conforme

Maître Julie Zens

*Le liquidateur*

Référence de publication: 2015001649/19.

(150001001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

---

**ABS-CBN Global Hungary Kft. Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-1841 Luxembourg, 2-4, rue du Palais de Justice.

R.C.S. Luxembourg B 146.611.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 de la société mère ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour ABS-CBN Global Hungary Kft.*

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015001285/12.

(150000835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

---

**Strange GmbH, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 100.000,00.**

Siège social: L-1450 Luxembourg, 1, côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 108.622.

*Extrait des décisions du Conseil de gérance tenu en date du 27 Août 2014*

Le Conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la société au 1, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg avec effet au 1<sup>er</sup> Août 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Christophe Cahuzac

*Mandataire*

Référence de publication: 2014209687/15.

(140233843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

---

**Caves Wengler S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6581 Rosport, 2, rue Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 92.801.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 5 novembre 2014*

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*1<sup>er</sup> Résolution*

L'assemblée générale révoque le commissaire aux comptes LUX AUDIT S.A., ayant son siège social à L-1510 Luxembourg, 57 rue de la Faïencerie, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 25.797.

*2<sup>ème</sup> Résolution*

L'assemblée générale nomme comme commissaire aux comptes, la société NORDOCOM SÀRL, inscrite au Registre du Commerce et des sociétés du Luxembourg sous le numéro B 55862, ayant son siège social à L-1618 Luxembourg, 2 rue des Gaulois, jusqu'à l'assemblée statuant sur l'exercice social 2018.

Ce commissaire aux comptes est désigné à compter de la présente assemblée et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

*3<sup>ème</sup> Résolution*

Suite au décès de Monsieur Karl-Heinz WEIS, membre du directoire, l'assemblée générale a décidé de nommer jusque l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2019:

Madame Charline WENGLER, née le 27 mai 1993 à Luxembourg et demeurant à L-6581 Rosport, 2a, rue Neuve au poste de membre du directoire.

*Les actionnaires*

Référence de publication: 2015002100/25.

(150001969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2015.

---

**St. Lazare Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 178.388.

Les comptes annuels pour la période du 26 juin 2013 au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014209626/10.

(140234470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

**Sandton Financing III (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2611 Luxembourg, 51, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 184.178.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2014208515/11.

(140232045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

**Sany S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7-11, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 150.735.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 19 mai 2014*

- La démission de en tant qu'administrateur de Madame Marcella SCARATI est acceptée. Monsieur Roger Caurla, maître en droit, né le 30 octobre 1955 à Esch-sur-Alzette, domicilié au 19, rue des Champs, L-3912 Mondercange est nommé en son remplacement. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale de 2015.

- La démission en tant que Commissaire aux Comptes, de la société TRIPLE A CONSULTING est acceptée. La société HIFIN S.A. ayant son siège social au 3, Place Dargent à L-1413 Luxembourg, RCS Luxembourg B 49454 est nommée en son remplacement. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale de 2015.

Certifié sincère et conforme

SANY S.A.

Référence de publication: 2014209640/16.

(140234202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

**Siris S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 121.084.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue le 30 décembre 2014, que la liquidation de la société, décidée en date du 12 décembre 2014, a été clôturée et que la société SIRIS S.A., a définitivement cessé d'exister. Les livres et documents sociaux sont déposés et conservés pour une période de cinq ans au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Pour: SIRIS S.A.

Société anonyme liquidée

EXPERTA LUXEMBOURG

Société anonyme

Référence de publication: 2014209659/17.

(140234896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

**Parc de Gerlache S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4660 Differdange, 11-15, rue Michel Rodange.  
R.C.S. Luxembourg B 43.773.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014208415/10.

(140232819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

---

**Pâtisserie Strasser Michel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3850 Schifflange, 32, avenue de la Libération.  
R.C.S. Luxembourg B 59.452.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.

Référence de publication: 2014208419/10.

(140233367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

---

**GPDB S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve.  
R.C.S. Luxembourg B 163.227.

**RECTIFICATIF**

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. (En remplacement du dépôt du Bilan au 31 décembre 2012 déposé le 23/12/2013 L130220181).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Me Claude Geiben  
*Administrateur*

Référence de publication: 2015000305/14.

(140235455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

---

**Rochester Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 86.442.

**EXTRAIT**

Il résulte des décisions prises lors de l'assemblée générale ordinaire de la Société en date du 22 décembre 2014 que:

1. le mandat des personnes suivantes a été renouvelé avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes clos au 31 décembre 2015:

- Monsieur Francesco CUZZOCREA, en tant qu'administrateur, administrateur-délégué et Président du Conseil d'Administration de la Société;

- La société Réviconsult S.à r.l., en tant que commissaire de la Société.

2. Monsieur Martin HUBERT, né le 28 avril 1982 à Messancy, Belgique et résidant professionnellement au 16 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg a été nommé administrateur de la Société, avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes clos au 31 décembre 2015.

3. Le mandat de Monsieur Patrick MOINET, en tant qu'administrateur de la Société n'a pas été renouvelé.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2014208497/20.

(140233220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

---

**Isotek S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.400,00.**

Siège social: L-4670 Differdange, 133, rue de Soleuvre.  
R.C.S. Luxembourg B 168.432.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015000341/10.

(140234704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

---

**Goudsmit & Tang Management Company, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 41.819.

*Extrait de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 1<sup>er</sup> décembre 2014*

L'assemblée générale nomme à l'unanimité M. Bernard ZIMMER, né le 25/10/1952 à Kinshasa, demeurant professionnellement 25A boulevard Royal L-2449 Luxembourg, en tant qu'administrateur-délégué pour une période de 6 ans

Conformément à l'article 12 des statuts, la société est engagée vis-à-vis de tiers en toutes circonstances par la signature individuelle de l'administrateur délégué.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015000303/13.

(140234899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

---

**Kaji S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1913 Luxembourg, 34, rue Léandre Lacroix.  
R.C.S. Luxembourg B 89.613.

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 8 octobre 2002, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations n° 1710 du 29 novembre 2002, modifié en date du 2 février 2005 par devant Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach 5 mars, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C Nr 566 du 11 juin 2005.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jean-Jacques MICHAUX  
Gérant

Référence de publication: 2015000384/15.

(140235106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

---

**Kentas AG, Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.  
R.C.S. Luxembourg B 34.895.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 17 décembre 2014, les mandats des administrateurs Monsieur Wolfram STÖFFLER, Monsieur Bernhard HERRMANN et Madame Rita STRÖBEL, ainsi que celui du commissaire aux comptes AUDIT TRUST S.A., société anonyme, ont été renouvelés pour une durée d'un an, prenant fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2015.

Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Pour: KENTAS A.G.  
Société anonyme  
Experta Luxembourg  
Société anonyme

Référence de publication: 2015000388/16.

(140235115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

---



**Iverna Holdings S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1260 Luxembourg, 92, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 167.499.

Le bilan approuvé au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Référence de publication: 2015000371/10.

(140235492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

---

**Agricultural Bank of China (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 192.273.

Il est à noter que le nom de l'un des administrateurs s'écrit Bingkai Zheng.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Agricultural Bank of China (Luxembourg)

Signature

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2015001262/12.

(150000535) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

---

**LD Luxembourg Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 62.791.

En date du 17 décembre 2014 et avec effet immédiat Alter Domus Luxembourg S.à r.l., avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, représenté par Gérard Becquer a démissionné de son mandat de commissaires aux comptes de la société LD LUXEMBOURG HOLDING S.A., avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 62791

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Alter Domus Luxembourg S.à r.l.

*Mandaté par le démissionnaire*

Référence de publication: 2015000413/15.

(140235348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

---

**Los Indios S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5887 Hesperange, 373, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 78.871.

*Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale extraordinaire du 26 novembre 2014.*

Changement de l'actionnaire minoritaire Monsieur Poupart Daniel:

Anciens actionnaires:

- MEDISTAR SARL résidant au 2B Rue de l'Alzette L-5812 Hespérange . . . . . + 75% parts
- Monsieur Poupart Daniel résidant au 22 rue Principale L-8366 Hagen . . . . . - 25% parts

Nouveaux actionnaires:

- MEDISTAR SARL résidant au 2B Rue de l'Alzette L-5812 Hespérange . . . . . + 75% parts
- Monsieur Roux Dominique 8 rue du Carreau F - 57330 Entrange . . . . . + 25% parts

Pour extrait conforme.

Hesperange, le 26 novembre 2014.

Référence de publication: 2015000424/17.

(140235152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

---

**Alsina S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 120.287.

In the year two thousand and fourteen, on the third of December,

Before Us, Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared

PORTOBELLO CAPITAL II LP, a limited partnership incorporated under the laws of England whose registered office is at 1, Royal Plaza, Royal Avenue, GY1 2HL St Peter Port, Guernsey, registered with the United Kingdom Companies House under number LP 10774, acting by its managing general partner NICE HARBOUR (GP) II LIMITED, holder of 100% of the shares of the Company (the "Sole Shareholder"),

represented by represented by Mr Frank Stolz-Page, with professional address in Mondorf-les-Bains,

by virtue of proxy under private seal given on 2 December 2014.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, acting in the here above stated capacity, requested the undersigned notary to state that it holds 100% of shares of "Alsina S.à r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée), existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 120.287, incorporated by a deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg, on September 19, 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2203 page 105720 on November 24, 2006 (the "Company").

The articles of association of the Company have been amended for the last time by a notarial deed of Maître Jean-Paul MEYERS, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg, drawn up on 5 August 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2254 dated 25 August 2014.

The Sole Shareholder declared and requested the notary to record the following:

*First resolution*

The Sole shareholder RESOLVES to approve the interim financial statements of the Company for the period from January 2014 to the date of the present resolutions.

*Second resolution*

The Sole Shareholder RESOLVES to grant discharge to the members of the board of managers ("conseil de gérance") of the Company with respect to the performance of their duties for the period from 1<sup>st</sup> January 2014 to the date hereof.

*Third resolution*

In compliance with articles 141-151 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the "Law"), the Sole Shareholder RESOLVES to dissolve the Company and to put it into liquidation.

*Fourth resolution*

The Sole Shareholder RESOLVES to appoint as liquidator ("liquidateur") of the Company:

Travis Liquidations S.à r.l., a company duly organised and existing under the laws of Luxembourg, with its registered office at 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Liquidator"), recorded with the Registrar of Companies of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, under the number B 191 322.

The aforesaid Liquidator has to realise all of the assets and liabilities of the Company. The Liquidator is exempted from the obligation of drawing up an inventory, and may in this respect rely fully on the books of the Company, especially the interim financial statements drawn up as at the date of the present resolutions.

The Liquidator may under its own responsibility and regarding special or specific transactions, delegate such part of its powers as it may deem fit, to one or several representatives.

The Liquidator binds validly and without limitation the Company in the process of being liquidated.

The Liquidator has the authority to perform and execute all transactions provided for in Articles 144 and 145 of the Law, without specific authorisation therefore from the general meeting of the Sole Shareholder.

The Liquidator may pay advances on the liquidation surplus after having paid the debts or made the necessary provisions for the payment of the debts or it may transfer all assets and liabilities of the Company to its sole shareholder upon commitment of the latter to pay any debts incurred presently or in the future.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately two thousand two hundred euro (EUR 2,200.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, at the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the said proxyholder signed together with the undersigned notary the present deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le trois décembre,

Par devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu

PORTOBELLO CAPITAL FUND II LP, un limited partnership anglais, immatriculée auprès du United Kingdom Companies House sous le numéro LP 10774, ayant son siège social au 1, Royal Plaza, Royal Avenue, BGU -GY1 2HL St Peter Port, Guernesey, agissant par le biais de son managing partner NICE HARBOUR (GP) II LIMITED, détenteur de 100% des parts sociales de la Société (l'«Associé Unique»),

représenté par Monsieur Frank Stolz-Page, avec adresse professionnelle à Mondorf-les-Bains, en vertu d'une procuration sous seing privée donnée en date du 2 décembre 2014.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et par le notaire instrumentant restera annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

La partie comparante, agissant, ès-qualité, a requis le notaire instrumentant d'acter qu'elle détient 100% des parts sociales de «Alsina S.à r.l.» une société à responsabilité limitée existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 120.287, constituée suivant un acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire résidant à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg, daté du 19 septembre 2006, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2203 page 105720 du 24 novembre 2006 (la «Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg, daté du 5 août 2014, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2254 du 25 août 2014.

L'Associé Unique déclare et requiert le notaire instrumentant d'acter que:

*Première résolution*

L'Associé Unique DECIDE d'approuver les états financiers intérimaires de la Société du 1<sup>er</sup> janvier 2014 jusqu'au jour des présentes résolutions.

*Seconde résolution*

L'Associé Unique DECIDE d'accorder décharge aux membres du conseil de gérance de la Société pour l'accomplissement de leurs mandats pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2014 jusqu'à ce jour.

*Troisième résolution*

Conformément aux articles 141-151 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi»), l'Associé Unique DECIDE de dissoudre la Société et de procéder à sa mise en liquidation volontaire.

*Quatrième résolution*

L'Associé Unique DECIDE de nommer en tant que liquidateur de la Société:

Travis Liquidations S.à r.l., une société existant sous les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (le «Liquidateur»), inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 191.322.

Le Liquidateur prénommé a la mission de réaliser tout l'actif et d'apurer le passif de la Société. Le Liquidateur est dispensé de l'obligation de dresser un inventaire et peut à ce titre se référer pleinement aux écritures de la Société sur la comptabilité de la Société, en particulier les états financiers intérimaires au jour des présentes résolutions.

Le Liquidateur pourra sous sa seule responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires.

Le Liquidateur peut engager valablement et sans limitation la Société en cours de liquidation.

Le Liquidateur dispose du pouvoir pour toutes les opérations prévus aux Articles 144 et 145 de la Loi, sans avoir besoin d'être préalablement autorisé par l'Associé Unique.

Le Liquidateur peut payer des avances sur le boni de liquidation après avoir payé les dettes ou avoir fait les provisions nécessaires pour le paiement des dettes ou il peut transférer tout l'actif et le passif de la Société à son associé unique sur accord de ce dernier de payer toutes les dettes actuelles encourues ou futures.

*Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société ou mises à sa charge en raison des présentes est évalué à deux mille deux cents euros (EUR 2.200,-).

Le notaire instrumentant qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est écrit en anglais, suivi d'une version en langue française. A la demande de la même partie comparante, il est déclaré qu'en cas de désaccord entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Mondorf-les-Bains, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé l'original du présent acte avec le notaire instrumentant.

Signé: F. Stolz-Page, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 8 décembre 2014. REM/2014/2670. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 5 janvier 2015.

Référence de publication: 2015001271/126.

(150001118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

**Actavis Acquisition 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 75.852,00.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 149.490.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth day of December, before the undersigned, Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Actavis Pharma Holding S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B149.489 and with a share capital amounting to seventy-five thousand seven hundred seventy-six Euro (EUR 75,776.-) (APHS),

here represented by Peggy Simon, notary's clerk, whose professional address is in L-6475 Echternach, 9, Rabatt, by virtue of a power of attorney given under private seal, the said power of attorney, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration,

being the sole shareholder of Actavis Acquisition 1 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B149.490 and with a share capital amounting to seventy-five thousand eight hundred fifty-two Euro (EUR 75,852.-) (the Company).

The Company was incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 1 October 2009, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Mémorial) under number 191 on 29 January 2010. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended several times, most recently on 15 December 2014 pursuant to a deed of Maître Henri Beck, pre-named, not yet published in the Mémorial.

The appearing party, represented as set out above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. That it is the sole shareholder of the Company (the Sole Shareholder) and holds all the shares in the share capital of the Company.

II. Pursuant to a deed enacted on the 15<sup>th</sup> of December 2014 by the undersigned notary (the Deed), registered in Echternach, on the 16<sup>th</sup> of December 2014, ECH/2014/2508, deposited with the Luxembourg Trade and Companies' Register on the 23<sup>rd</sup> of December 2014, reference L140229016, the share capital of the Company has been increased

by an amount of eight euros (EUR 8.-) and paid by a contribution in kind consisting of a portion of a certain receivable it holds against Actavis Group ehf. (formerly Actavis Eignarhaldsfélag ehf.), a company registered and operated under the laws of Iceland, whose principal office is located at Reykjavíkurvegi, 76-78, 220, Hafnarfjörður, Iceland and registered under number 500269-7319, in an aggregate amount (including accrued interest) of four hundred forty-seven million euro (EUR 447,000,000.-) (the Receivable).

III. A material error occurred when evaluating the Receivable contributed by it to the Company; the value of such Receivable having been overstated so that the aggregate value of the contribution made by it to the Company was consequently not correct.

IV. It also appears that the management certificate and the power of attorney provided by it to the undersigned notary at the time of the Deed certifying the aggregate value of the contribution to the Company did not reflect the right amounts.

V. Consequently, the aggregate value of the contribution to the Company and the amounts allocated to the share premium account of the Company were inaccurate.

VI. In light of the foregoing, the management certificate and the power of attorney have been corrected (as attached) with retroactive effect as of 15 December 2014 and the subscription and payment clause under the second resolution of the Deed shall read as follows:

*“Subscription and payment*

Thereupon, the Sole Shareholder, prenamed and represented as stated above, declares to subscribe for two (2) newly issued shares in registered form, having a par value of four Euro (EUR 4.-) each and to fully pay them up by a contribution in kind consisting of a portion of a certain receivable it holds against Actavis Group ehf. (formerly Actavis Eignarhaldsfélag ehf.), a company registered and operated under the laws of Iceland, whose principal office is located at Reykjavíkurvegi, 76-78, 220, Hafnarfjörður, Iceland and registered under number 500269-7319, in an aggregate amount (including accrued interest) of four hundred twenty-six million five hundred thousand euro (EUR 426,500,000.-) (the Receivable).

The contribution value of the Receivable, in an aggregate amount of four hundred twenty-six million five hundred thousand euro (EUR 426,500,000.-) shall be allocated as follows:

- an amount of eight Euro (EUR 8.-) to the nominal share capital account of the Company; and
- the remaining amount (i.e. four hundred twenty-six million four hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-two euro (EUR 426,499,992.-) to the share premium account of the Company.

The valuation of the Receivable is evidenced by a management certificate issued by the management of APHS and acknowledged and approved by the management of the Company, stating that:

- “1. APHS is the legal and beneficial owner of the Receivable;
2. APHS is solely entitled to the Receivable and possesses the power to dispose of the Receivable;
3. the Receivable is not encumbered with any pledge or usufruct, there exists no right to acquire any pledge or usufruct on the Receivable and the Receivable is not subject to any attachment;
4. there exist neither pre-emption rights nor any other rights by virtue of which any person may be entitled to demand that the Receivable be transferred to it.
5. according to the applicable law and respective articles of association or other organizational documents, as amended, the Receivable is freely transferable;
6. all corporate, regulatory and other approvals for the execution, delivery and performance of the Receivable to the Company, as the case may be, have been obtained or, in the case of APHS, will be obtained in a manner permitted by the laws of the jurisdiction in which APHS is registered;
7. based on generally accepted accounting principles, the value of the Receivable is at least equal to four hundred twenty-six million five hundred thousand euro (EUR 426,500,000.-), and since such valuation no material changes have occurred which would have depreciated the contribution made to the Company; and
8. all formalities to transfer the legal ownership of the Receivable contributed to the Company have been or will be accomplished by APHS and upon the contribution of the Receivable by APHS to the Company, the Company will become the full owner of the Receivable.””

The present deed is to be filed with the Luxembourg Commerce and Companies Register (Registre du commerce et des Sociétés) and published in the Mémorial.

*Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing party, that this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

This notarial deed is drawn up in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorized representative of the appearing party.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L’an deux mille quatorze, le vingt-neuvième jour du mois de décembre,

par devant le soussigné, Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

#### A COMPARU:

Actavis Pharma Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.489 et disposant d'un capital social de soixante-quinze mille sept cent soixante-seize euros (EUR 75.776,-) (APHS),

ici représenté par Peggy Simon, clerc de notaire, de résidence professionnelle à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour le besoin de l'enregistrement,

étant l'associé unique de Actavis Acquisition 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.490 et disposant d'un capital social de soixante-quinze mille huit cent cinquante-deux euros (EUR 75.852,-) (la Société).

La Société a été constituée suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial) sous le numéro 191 le 29 janvier 2010. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés à plusieurs reprises et plus récemment le 15 décembre 2014 suivant un acte de Maître Henri Beck, précité, en cours de publication au Mémorial.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Qu'elle est l'associé unique de la Société (l'Associé Unique) et détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société.

II. A la suite d'un acte exécuté par devant le notaire soussigné le 15 décembre 2014 (l'Acte), enregistré à Echternach, le 16 décembre 2014, ECH/2014/2508, déposé auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, en date du 23 décembre 2014, référence L140229016, le capital social de la Société a été augmenté par un montant de huit euros (EUR 8,-) et libéré par un apport en nature consistant en une partie d'une créance certaine qu'elle détient envers Actavis Group ehf. (anciennement Actavis Eignarhaldsfélag ehf.), une société immatriculée et régie selon les lois d'Islande et immatriculée sous le numéro 500269-7319, d'un montant total (y compris les intérêts cumulés) de quatre cent quarante-sept millions d'euros (EUR 447.000.000,-) (la Créance).

III. Une erreur matérielle est apparue lors de l'estimation de la Créance apportée à la Société, la valeur de ladite Créance ayant été surestimée de sorte que la valeur totale de l'apport fait à la Société est en conséquence incorrecte.

IV. Il ressort également que le certificat de gérance et la procuration fournis au notaire instrumentant au moment du passage de l'Acte certifiant que la valeur totale de l'apport à la Société ne reflètent pas les bons montants.

V. En conséquence, la valeur totale de l'apport à la Société et les montants affectés au compte de prime d'émission de la Société étaient incorrects.

VI. Au vu de ce qui précède, le certificat de gérance et la procuration ont été corrigés (tels que joints au présent acte) avec pour date rétroactive le 15 décembre 2014 et la clause de souscription et de paiement sous la deuxième résolution de l'Acte aura la teneur suivante:

#### *"Souscription et libération*

Ainsi, l'Associé Unique, susnommé et représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire aux deux (2) parts sociales nouvellement émises sous forme nominative, ayant une valeur nominale de quatre euros (EUR 4,-) chacune et de les libérer intégralement par voie d'un apport en nature représentant une partie d'une créance certaine qu'elle détient vis-à-vis d'Actavis Group ehf (anciennement Actavis Eignarhaldsfélag Ehf), une société immatriculée et régie selon les lois d'Islande, dont l'établissement principal est situé à Reykjavíkurvegi, 76-78, 220, Hafnarfjörður, Islande, et immatriculée sous le numéro 500269-7319, d'un montant total (y compris les intérêts cumulés) s'élevant à quatre cent vingt-six millions cinq cent mille euros (EUR 426.500.000,-) (la Créance).

La valeur de l'apport de la Créance d'un montant total s'élevant à quatre cent vingt-six millions cinq cent mille euros (EUR 426.500.000,-) sera affectée comme suit:

- un montant de huit euros (EUR 8,-) au compte nominal de capital social de la Société; et
- le solde restant (c'est-à-dire quatre cent vingt-six millions quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-douze euros (EUR 426.499.992,-) au compte de prime d'émission de la Société.

La valeur de la Créance est attestée au moyen d'un certificat de gérance émis par la gérance de APHS et reconnu et approuvé par la gérance de la Société, attestant que:

"1. APHS est le propriétaire légal et le bénéficiaire économique de la Créance;

2. APHS est le seul ayant droit de la Créance et possède le droit d'en disposer;

3. la Créance n'est grevée d'aucun nantissement ou usufruit, il n'existe aucun droit d'acquérir un nantissement ou un usufruit sur la Créance et la Créance n'est soumise à aucun privilège;



4. il n'existe aucun droit de préemption, ni d'autres droits en vertu desquels une personne serait autorisée à demander à ce que la Créance lui soit cédée;

5. conformément au droit applicable et aux statuts respectifs ou autres documents organisationnels, tels que modifiés, la Créance est librement cessible;

6. toutes les approbations sociales, réglementaires ou autres aux fins de l'exécution, la livraison et l'accomplissement de l'apport de la Créance à la Société, le cas échéant, ont été obtenues ou, dans le cas de APHS, seront obtenues de la manière permise par les lois de la juridiction dans laquelle APHS est immatriculée;

7. sur base de principes comptables généralement acceptés, la valeur de la Créance est au moins égale à quatre cent vingt-six millions cinq cent mille euros (EUR 426.500.000,-), et depuis cette évaluation, aucun changement important n'est intervenu qui aurait déprécié l'apport fait à la Société; et

8. toutes les formalités afin de transférer la propriété légale de la Créance apportée à la Société ont été ou seront accomplies par APHS et, dès l'apport de la Créance par APHS à la Société, la Société deviendra le propriétaire exclusif de la Créance."

Le présent acte devra être enregistré auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et publié au Mémorial.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et en cas de divergence, la version anglaise prévaut.

Le présent acte notarié est passé à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, à la date figurant qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte à haute voix, le notaire le signe avec le mandataire de la partie comparante.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 30 décembre 2014. Relation: ECH/2014/2742. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 02 janvier 2015.

Référence de publication: 2015001259/173.

(150000377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

#### **Anava S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 193.340.

#### — STATUTS

L'an deux mille quatorze, le douze décembre,

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg,

#### ONT COMPARU:

1) SIVAN S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg et un capital social de EUR 51.266.684, immatriculée auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 176.401;

2) M. Ylane Chérite, directeur artistique, né le 11 avril 1982 à Paris, France, demeurant au 16, boulevard Maillot, 92200 Neuilly-sur-Seine,

3) Mme Ketzia Chérite, étudiante, née le 16 septembre 1990 à Paris, France, demeurant au 86, avenue Foch, 75016 Paris, France,

4) M. David-Sivan Chérite, directeur artistique, né le 6 octobre 1985 à Paris, France, demeurant au 86, avenue Foch, 75016 Paris, France,

5) M. Mickaël Chérite, lycéen, né le 25 janvier 1999 à Paris, France, demeurant au 86, avenue Foch, 75016 Paris, France, représenté par ses représentants légaux M. et Mme Didier Chérite,

Tous ici représentés par Régis Galiotto, clerc de notaire, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu de procurations données sous seing privé respectivement les 3, 9 et 11 décembre 2014.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées "ne varietur" par le représentant des parties comparantes et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lesquelles comparantes, ès-qualité qu'elles agissent, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

## I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination Anava S.à r.l. (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

### Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social est établi à la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

### Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs. En tout état de cause, la Société ne devra pas effectuer une activité réglementée du secteur financier.

3.3 La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de change, de taux d'intérêt et autres risques.

3.4 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

### Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

## II. Capital - Parts sociales

### Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par deux cent cinquante (250) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de cinquante euros (EUR 50) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

### Art. 6. Parts sociales.

6.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2 Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3 Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.



Entre vifs, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, cet agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4 Un registre des parts sociales sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

6.5 La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

### III. Gestion - Représentation

#### Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, lesquels ne sont pas nécessairement des associés et qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés laquelle fixe la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils formeront un conseil de gérance.

7.2 Les gérants sont révocables ad nutum.

#### Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2 Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant, ou s'il y a plusieurs gérants, par tout gérant de la Société.

#### Art. 9. Procédure.

9.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3 La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7 Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

**Art. 10. Représentation.** La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par la seule signature de tout gérant ou, par les signatures conjointes ou la signature unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

**Art. 11. Responsabilités des gérants.** Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

#### IV. Assemblée générale des associés

##### Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1 En cas d'associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2 Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3 Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

##### Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1 Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

13.2 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3 Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

#### V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

##### Art. 14. Exercice social.

14.1 L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

##### Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3 Des dividendes intérimaires pourront être distribués à tout moment dans les conditions suivantes:

- (i) un état comptable ou un inventaire ou un rapport est dressé par le gérant ou le conseil de gérance;
- (ii) il ressort de cet état comptable, inventaire ou rapport que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale;
- (iii) la décision de payer les dividendes intérimaires est prise par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés;
- (iv) le paiement est fait dès lors qu'il est établi que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

#### VI. Dissolution - Liquidation

##### Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) associé(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

#### VII. Disposition générale

**Art. 17. Loi Applicable.** Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

*Disposition transitoire*

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2015.

*Souscription - Libération*

Les parts sociales de la Société ont été souscrites comme suit:

- (1) SIVAN S.à r.l., précité: cinquante (50) parts sociales;
- (2) Ylane Chétrite, précité: cinquante (50) parts sociales;
- (3) Ketzia Chétrite, précité: cinquante (50) parts sociales;
- (4) David-Sivan Chétrite, précité: cinquante (50) parts sociales; et
- (5) Mickael Chétrite, précité: cinquante (50) parts sociales.

Total: deux cent cinquante (250) parts sociales.

Les parts sociales ont entièrement été libérées par versement en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est désormais à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

*Frais*

Les comparantes ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille quatre cents Euros (1.400.-EUR).

*Assemblée générale extraordinaire*

Les comparants préqualifiés se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée est régulièrement constituée, ils ont pris les résolutions suivantes:

- 1.- Monsieur Ylane Chétrite, directeur artistique, prénommé, est nommé gérant de la Société pour une durée illimitée.
- 2.- Le siège social de la Société est établi au L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 décembre 2014. Relation: LAC/2014/62269. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 6 janvier 2015.

Référence de publication: 2015002807/220.

(150002857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

**Arthur et Augusta S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9647 Doncols, 24, bohey.

R.C.S. Luxembourg B 193.319.

—  
STATUTS

L'an deux mil quatorze, le dix-huit décembre.

Par-devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz.

A comparu:

- La société à responsabilité limitée Flovax Sàrl, ayant son siège social à L-9647 Doncols, 24 Bohey et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 163.616 représentée par son gérant unique Monsieur Sébastien VAN DE VELDE demeurant à F-59400 Cambrai, 9, Rue de la Cavalerie,

Laquelle comparante, présente ou tel que représentée, a déclaré constituer une société anonyme dont elle arrête les statuts comme suit:

**Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par la présente par les personnes ci-avant qualifiées et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la dénomination de «ARTHUR ET AUGUSTA S.A.».

**Art. 2.** Le siège social est établi dans la commune de Winseler.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du Conseil d'Administration.

Il pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification des statuts.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège ou entre ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

**Art. 3.** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion et la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera, l'acquisition, la cession, la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées. La société a également pour objet d'acquérir des immeubles pour compte propre. La société peut prêter et emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et ou développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours. Enfin, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, immobilières, techniques et financières ou autres, reliées directement ou indirectement dans tous les domaines afin de faciliter l'accomplissement de son objet.

**Art. 4.** La société est constituée pour une durée illimitée.

### Capital - Actions

**Art. 5.** Le capital social de la société est fixé à trente et un mille euros (31.000.-€) représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (310,00- Euros) chacune.

**Art. 6.** Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions non divisibles.

La société pourra procéder au rachat de ses actions dans les conditions prévues par la loi.

### Administration - Surveillance

**Art. 7.** La société est administrée par un conseil d'administration. Si la société ne comporte qu'un associé unique le conseil d'administration peut être composé par un seul administrateur. Dès que l'assemblée générale constate l'existence de plus d'un associé, il y aura lieu de nommer un conseil d'administration composé de trois membres au moins.

Les administrateurs seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale. Ce représentant est soumis aux mêmes conditions et encourt la même responsabilité civile que s'il exerçait cette mission en nom et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Celle-ci ne peut révoquer son représentant qu'en désignant simultanément son successeur.

Le nombre des administrateurs ainsi que leur rémunération sont fixés par l'assemblée générale de la société.

En cas de vacance d'un ou plusieurs postes d'administrateurs pour cause de décès, démission ou toutes autres causes, il sera pourvu à leur remplacement par le conseil d'administration conformément aux dispositions de la loi. Dans ce cas, l'assemblée générale, ratifiera la nomination à sa prochaine réunion.

**Art. 8.** L'administrateur unique exerce les fonctions dévolues au conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président. En cas d'empêchement du président, le vice président le remplace.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Pour le calcul du quorum, sont réputés présents les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration, les personnes qui assistent par visioconférence ou des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion dont les délibérations sont retransmises de façon continue. Pareille réunion est réputée se dérouler au siège de la société.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télécopie, télégramme ou tout autre moyen de télécommunication informatique.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Toute décision du conseil est prise à la majorité simple des voix. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

**Art. 9.** Les procès-verbaux de toute réunion du conseil d'administration sont signés par le président de la réunion et par un autre administrateur ou par l'administrateur unique. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs ou par l'administrateur unique.

**Art. 10.** Le conseil d'administration ou l'administrateur unique sont investis des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social. Ils sont autorisés à verser des acomptes sur dividendes aux conditions prévues par la loi. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément à l'assemblée générale par les statuts ou par la loi, sont de la compétence du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique.

**Art. 11.** Le conseil ou l'administrateur unique peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs spéciaux, fondés de pouvoir, employés ou autres agents qui n'auront pas besoin d'être actionnaire de la société, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

**Art. 12.** Si la société comporte un conseil d'administration composé de plusieurs administrateurs la société sera engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs, dont obligatoirement celle de l'administrateur délégué.

Si la société fonctionne au moyen d'un administrateur unique ce dernier engage valablement la société en toute circonstance par sa seule signature.

**Art. 13.** Les administrateurs ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du conseil d'administration ou à assister l'administrateur unique à la gestion de la société sont tenus de ne pas divulguer, même après la cessation de leurs fonctions, les informations dont ils disposent sur la société anonyme et dont la divulgation serait susceptible de porter préjudice aux intérêts de la société, à l'exception des divulgations exigées ou admises par une disposition légale ou réglementaire applicable aux sociétés anonymes ou dans l'intérêt public.

**Art. 14.** La surveillance financière de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non.

Ils sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

### Assemblée générale des actionnaires

**Art. 15.** Toute assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

Sous réserve des dispositions de l'article 10 précité, elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier les actes en relation avec les activités de la société.

Si la société est constituée par un associé unique ce dernier exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des actionnaires.

**Art. 16.** L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social de la société ou à tout autre endroit indiqué dans les avis de convocations le troisième lundi du mois de juin de chaque année à 18.00 heures.

L'assemblée générale annuelle doit être tenue dans les six mois de la clôture de l'exercice et la première assemblée générale peut avoir lieu dans les dix-huit mois suivant la constitution.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 17.** Le conseil d'administration, l'administrateur unique ou le commissaire aux comptes peuvent convoquer d'autres assemblées générales. De telles assemblées doivent être convoquées si les actionnaires représentant au moins un cinquième du capital social le demandent.

**Art. 18.** Les convocations aux assemblées générales se font dans les formes prévues par la loi.

Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans les convocations préalables.

Le calcul du quorum se fait selon les modalités prévues par la loi. Sont réputés présents pour ce calcul les actionnaires qui participent à la réunion de l'assemblée les personnes qui assistent par visioconférence ou des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par câble, par télégramme, par télex ou par télécopie ou tout autre moyen de télécommunication informatique un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire.

Sous réserve des restrictions légales, chaque action donne droit à une voix.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration, par deux administrateurs ou par l'administrateur unique.

### Année sociale - Bilan

**Art. 19.** L'année sociale de la société commence le premier janvier et finit le dernier jour du mois de décembre.

Le conseil d'administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Au moins un mois avant la date de l'assemblée générale annuelle, il soumet ces documents, ensemble avec un rapport sur les activités de la société, au commissaire aux comptes qui établira son rapport sur ces documents.

**Art. 20.** Sur les bénéfices nets de la société, il est prélevé cinq pour cent pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve atteindra le dixième du capital social souscrit de la société.

Sur recommandation du conseil d'administration ou de l'administrateur unique l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un ou plusieurs comptes de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau à la prochaine année fiscale ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Ils détermineront le montant ainsi que la date du paiement de ces acomptes.

### Dissolution - Liquidation

**Art. 21.** La société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des statuts, sauf dispositions contraires de la loi.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

**Art. 22. Disposition générale.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouvera son application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

#### Mesures transitoires

1) La première année sociale de la société commence le jour de la constitution et finit le dernier jour de décembre de l'an 2015.

2) La première assemblée générale annuelle aura lieu le troisième lundi du mois de juin 2016 à 18.00 heures.

#### Souscription et libération

La comparante pré qualifiée a souscrit aux actions créées de la manière suivante

Oxford (Royaume- Uni) .....	100 actions
Total: .....	100 actions

Toutes les actions ont été libérées par des versements en espèces à concurrence de cent pour cent (100%) de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,00.-EUROS) se trouve dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément

#### Avertissement

Le notaire instrumentaire a rendu attentif la comparante au fait que suite à la présente constitution de société elle devra se conformer aux dispositions légales relatives à l'exercice de l'objet social.

#### Déclaration

Le notaire instrumentant constate que les conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

#### Résolutions de l'actionnaire unique

Et à l'instant la comparante pré qualifiée, représentant l'intégralité du capital social, s'est constituée en assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1) Le nombre des administrateurs et du commissaire aux comptes est fixé à un.

2) Est appelé aux fonctions d'administrateur:

- Monsieur Sébastien VAN DE VELDE, né le 5 avril 1982 à Tourcoing (F), demeurant à F-59400 Cambrai, 9, Rue de la Cavalerie

3) Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

- La société anonyme Fiduciaire Internationale S.A., ayant son siège social à L-1470 Luxembourg, 7, Route d'Esch, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 34.813

4) Les mandats de l'administrateur et du commissaire prendront fin à l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en 2020.

5) Le siège social est établi à L-9647 Doncols, 24, Bohey.



*Coût, Evaluation*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société en raison de sa constitution sont estimés à environ 1050-€

DONT ACTE, fait et passé à Wiltz, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Van de Velde S., Joëlle Schwachtgen.

Enregistré à Wiltz, le 23 décembre 2014. Relation: WIL/2014/1014. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Pletschette.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société pour servir à des fins administratives.

Wiltz, le 05 janvier 2015.

Référence de publication: 2015002849/195.

(150002607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

**Aquila Sachwert-Basisfonds II S.A., Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 165.770.

Im Jahre zweitausendvierzehn, den fünfundzwanzigsten November.

Vor dem unterzeichnenden Notar Pierre PROBST, mit dem Amtssitz in Ettelbrück, Großherzogtum Luxemburg versammelte sich die außerordentliche Aktionärsversammlung der "Aquila Sachwert-Basisfonds II S.A.", einer Aktiengesellschaft (société anonyme) in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds (Société d'investissement à capital variable - Fonds d'investissement spécialisé) („Investmentgesellschaft“), die im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) unter der Nummer B165770 eingetragen ist, mit Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg.

Die Investmentgesellschaft wurde gegründet durch Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations („Mémorial“) C Nummer 55 vom 7. Januar 2012.

Die Satzung der Investmentgesellschaft wurde nicht abgeändert.

Die Aktionärsversammlung wurde eröffnet um 17.00 Uhr und fand statt unter dem Vorsitz von Herrn Jean-Claude Michels.

Die Aktionärsversammlung verzichtet einstimmig auf die Berufung eines Sekretärs und eines Stimmzählers.

Der Vorsitzende erklärte und bat sodann den amtierenden Notar zu beurkunden dass:

I. Die Einberufungen zu gegenwärtiger Versammlung erfolgten per Einschreibebrief vom 14.11.2014.

II. Der Vorsitzende erstellt die Anwesenheitsliste und prüft die unter Privatschrift erteilten Vollmachten der vertretenen Aktionäre.

Die als richtig bestätigte Anwesenheitsliste, sowie die von den anwesenden Personen und dem amtierenden Notar unter Hinzufügung des Zusatzes „ne varietur“ unterzeichneten Vollmachten, bleiben der gegenständlichen Urkunde als Anlage beigelegt um mit derselben einregistriert zu werden.

III. Aus der Anwesenheitsliste geht hervor, dass von den im Umlauf befindlichen 80.336 Aktien, welche das gesamte Gesellschaftskapital darstellen in gegenwärtiger außerordentlichen Generalversammlung 74.508 Aktien zugegen oder vertreten sind, und die Generalversammlung somit rechtsgültig über sämtliche Punkte der Tagesordnung befinden kann.

Sodann stellt der Vorsitzende fest und ersucht den amtierenden Notar zu beurkunden:

IV. Die Tagesordnung gegenwärtiger Generalversammlung begreift nachfolgende Punkte:

Änderung der Satzung der Investmentgesellschaft wie folgt:

1. Änderung der „Begriffsbestimmungen“ der Satzung durch Aufnahme folgender weiteren Begriffsbestimmungen: „AIF“, „AIFM Board“, „AIFM Richtlinie“, „AIFM Verordnung“, „AIFM“ oder „Verwalter alternativer Investmentfonds“, „Gesetz von 2013“, „Managementvereinbarung“ und „Verwahrstelle“ sowie Löschung der Begriffsbestimmungen: „Depotbank“ und „Verwaltungsgesellschaft“.

2. Einfügen des folgenden Satzes am Ende von Artikel 1 der Satzung: „Bei der Investmentgesellschaft handelt es sich gemäß des Gesetzes von 2013 um einen AIF und sie unterliegt daher Teil II des Gesetzes von 2007 und dem Gesetz von 2013.“

3. Löschen der aktuellen Absätze (3), (4) und (5) des Artikels 12 der Satzung sowie Einfügen eines neuen Absatzes (3) des Artikels 12 der Satzung, wie folgt: „Die Aktien der Investmentgesellschaft werden zu den im Emissionsdokument näher spezifizierten Ausgabepreisen sowie - modalitäten, insbesondere der Erhebung eines Ausgleichsbeitrages und/oder einer Ausgleichszahlung als auch Ausgabegebühr ausgegeben“.

4. Einfügen neuer Absätze (1), (2), und (3) unter Artikels 17 der Satzung, wie folgt:

„(1) Soweit erforderlich und im Rahmen des Luxemburger Rechts zulässig wird der Nettoinventarwert je Aktie durch den AIFM an jedem Bewertungstag in Übereinstimmung mit den nachstehenden Regelungen, dem Luxemburger Recht und den allgemein anerkannten luxemburgischen Rechnungslegungsvorschriften berechnet.

(2) In Übereinstimmung mit den Vorschriften von Teil II des Gesetzes von 2007 und des Gesetzes von 2013 kann der AIFM unter seiner Verantwortung und Kontrolle die Berechnung des Nettoinventarwertes durch einen geeigneten und spezialisierten Dritten durchführen lassen.

(3) Die Haftung des AIFM gegenüber der Investmentgesellschaft und den Investoren wird von einer Übertragung dieser Funktion nicht berührt“.

5. Ersetzen der Worte „Verwaltungsrat“ bzw. „Verwaltungsrats“ oder „Verwaltungsrates“ sowie „Verwaltungsgesellschaft“ durch „AIFM“ unter Artikel 17 und Artikel 18 der Satzung sowie Ersetzen des Wortes „Depotbank“ durch „Verwahrstelle“ unter Artikel 17 der Satzung.

6. Ergänzung von Absatz (3) des Artikels 21 der Satzung durch Einfügen folgenden Satzes: „Im Rahmen der Vorgaben des Gesetzes von 2013 hat der Verwaltungsrat das Portfolio- und Risikomanagement der Investmentgesellschaft an den AIFM übertragen (vgl. Artikel 22)“.

7. Neufassung von Artikel 22 der Satzung wie folgt:

**„ Art. 22. AIFM.**

(1) Die Investmentgesellschaft hat den AIFM in Einklang mit Kapitel II der AIFM Richtlinie und Kapitel 2 des Gesetzes von 2013 ernannt. Die Rechte und Pflichten des AIFM sind in Teil II des Gesetzes von 2007, dem Gesetz von 2013 und der Managementvereinbarung geregelt. Neben der Verwaltung dieser Investmentgesellschaft verwaltet der AIFM auch andere Organismen für gemeinsame Anlagen.

(2) Der AIFM verwaltet die Investmentgesellschaft im Einklang mit dem Emissionsdokument, der Satzung, der Luxemburger Gesetzgebung und der Managementvereinbarung und im ausschließlichen Interesse der Aktionäre. Er ist gemäß den hier weiter ausgeführten Bestimmungen ermächtigt alle Rechte, die direkt oder indirekt im Zusammenhang mit den Vermögenswerten der Investmentgesellschaft stehen, auszuüben. Der AIFM trifft die Investment- und Divestmententscheidungen für die Investmentgesellschaft.

(3) In seiner Funktion als AIFM der Investmentgesellschaft ist der AIFM gegenüber der Investmentgesellschaft insbesondere für die folgenden Pflichten verantwortlich:

- Verwaltung der Vermögenswerte der Investmentgesellschaft (einschließlich Portfolio- und/oder Risikomanagement hinsichtlich dieser Vermögenswerte);
- Verwaltung der Investmentgesellschaft (einschließlich der Berechnung des Nettoinventarwertes);
- Marketing und Vertrieb der Aktien der Investmentgesellschaft; es wird davon ausgegangen, dass der AIFM die Distributoren und Unter-Distributoren benennt.

(4) In Einklang mit den geltenden Gesetzen und Vorschriften und vorheriger Zustimmung der CSSF ist der AIFM berechtigt, unter seiner Verantwortung, Teile seiner Pflichten und Befugnisse an jede Person oder Entität, die er für angemessen erachtet und über die erforderliche Erfahrung verfügt, zu delegieren. Jede solche Übertragung erfolgt in Einklang mit Teil II des Gesetzes von 2007 und dem Gesetz von 2013.

(5) Um mögliche Haftungsrisiken abzudecken, welche sich aus der Verletzung beruflicher Sorgfaltspflichten ergeben können, hält der AIFM zusätzliche angemessene Eigenmittel, oder schließt alternativ in entsprechendem Umfang Versicherungen ab, im Einklang mit den Vorschriften des Gesetzes von 2013 und der AIFM Verordnung, um jede berufliche Haftung abzudecken, welche sich aus der Tätigkeit des AIFM ergibt.“

8. Ersetzen des Wortes „Depotbank“ durch „Verwahrstelle“ in Absatz (3) (a) von Artikel 26 (vormals Artikel 25) der Satzung.

9. Änderung des Absatzes (3) (b) unter Artikel 26 (vormals Artikel 25) wie folgt: Alle angemessenen Kosten und Auslagen, die im Zusammenhang mit dem Erwerb, dem Halten, der Verwaltung, und der Veräußerung von Vermögensgegenständen entstehen, insbesondere Kosten und Auslagen im Zusammenhang mit der Identifizierung und der Due-Diligence-Prüfung potentieller Investments sowie der Ausarbeitung und Umsetzung der Anbindungsstruktur, ungeachtet dessen, ob eine derartige Transaktion genehmigt oder erfolgreich abgeschlossen wird, als auch Kosten im Zusammenhang mit Absicherungsgeschäften. Die Transaktionskosten können über einen Zeitraum von bis zu 5 Jahren abgeschrieben werden.

10. Ersetzen des bisherigen Artikels „26. Interessenkonflikte“ durch den neuen (nunmehr Artikel 27) „Art. 27. Risiko- und Liquiditätsmanagement.“ sowie Aufnahme der folgender Absätze in dem neuen Artikel 27:

„(1) Der AIFM sorgt für die Festlegung, Umsetzung und Aufrechterhaltung angemessener und dokumentierter Grundsätze für das Risikomanagement, in denen die Risiken genannt werden, denen die von ihm verwaltete Investmentgesellschaft ausgesetzt ist oder ausgesetzt sein könnte. Die Grundsätze für das Risikomanagement umfassen die Verfahren, die notwendig sind, damit der AIFM bei der von ihm verwalteten Investmentgesellschaften dessen Markt-, Liquiditäts- und Gegenparteiirisiko sowie alle sonstigen relevanten Risiken, einschließlich operationeller Risiken, bewerten kann, die für die von ihm verwalteten Investmentgesellschaften wesentlich sein könnten. Weiterhin stellt das Verfahren des Risiko-



management eine unabhängige Überprüfung der Bewertungspolitik und Verfahren gemäß Art. 70 Absatz 3 der AIFM Verordnung sicher.

(2) Der AIFM verwendet ein umfassendes Verfahren zur Bewertung der Risiken der Investmentgesellschaft, welches wiederum auf qualitativen und quantitativen Risikobemessungsgrundsätzen beruht.

(3) Das Personal des Risikomanagements des AIFM überwacht die Einhaltung dieser Vorschriften in Einklang mit den Auflagen der anwendbaren Rundschreiben und veröffentlichten Verordnungen der CSSF oder jeder anderen Europäischen Behörde, die zur Veröffentlichung solcher Verordnungen oder technischen Vorschriften, die für die Investmentgesellschaft Anwendung finden, autorisiert ist.

(4) Der AIFM stellt in Entsprechung der Vorschriften des Gesetzes von 2013 den jeweiligen Aufsichtsbehörden und Investoren für die Investmentgesellschaft Informationen über die Höhe der eingesetzten Hebelfinanzierung des AIFs in Brutto gemäß den Bruttoberechnungsmethoden nach Artikel 7 und auf Basis der Mittelbindung gemäß der Commitment Methode nach Artikel 8 der AIFM Verordnung zur Verfügung. Die Investmentgesellschaft hat in Ziffer 3.6 des Emissionsdokumentes eine Grenze der maximalen Fremdfinanzierung festgelegt.

(5) Der AIFM sorgt für ein angemessenes Liquiditätsmanagementsystem, das es ermöglicht die Liquiditätsrisiken der Investmentgesellschaft zu überwachen. Der AIFM gewährleistet für die Investmentgesellschaft, dass die Liquiditätssituation der Investmentgesellschaft stets angepasst ist an dessen Anlagepolitik, Liquiditätsprofil, Vertriebspolitik und Rücknahme-grundsätze.“

11. Neunummerierung des bisherigen Artikels 26 der Satzung (nunmehr Artikel 28) und Einfügen der Überschrift „Art. 28. Aufsichtsrechtliche Offenlegung.“ sowie Ergänzung durch die neuen Absätze (4) bis (8) wie folgt:

„(4) In Ausübung seiner Geschäftstätigkeit gehört es zur Aufgabe des AIFM, jede Handlung oder Transaktion, die zu einem Interessenkonflikt zwischen dem AIFM und der Investmentgesellschaft oder seinen Investoren oder zwischen den Interessen eines oder mehrerer Investoren und den Interessen eines oder mehrerer anderer Investoren führen kann, zu identifizieren, zu bewältigen und wo notwendig zu verhindern. Der AIFM ist bemüht, jeden Konflikt in entsprechender Weise mit den höchsten Standards an Integrität und Fairness zu verwalten. Der AIFM unterhält angemessene und wirk-same organisatorische und administrative Vorkehrungen zur Ergreifung aller angemessenen Maßnahmen zur Ermittlung, Vorbeugung, Beilegung und Beobachtung von Interessenkonflikten, um zu verhindern, dass diese den Interessen der Investmentgesellschaft und der Anteilseigner schaden.

(5) Unbeschadet der gebotenen Vorsicht und bestmöglichen Bemühungen kann das Risiko nicht ausgeschlossen wer-den, dass eine Organisationsoder Verwaltungsvereinbarung, die von dem AIFM für die Handhabung von Interessenkonflikten entworfen wurde, sich als ineffizient erweist, mit hinreichender Sicherheit sicherzustellen, dass Schadensrisiken für die Interessen der Investmentgesellschaft oder seiner Anteilhaber abgewendet werden können. In einem solchen Fall werden die nichtgelösten Interessenkonflikte sowie die getroffenen Entscheidungen an die Anteilhaber in ange-messener Weise berichtet.

(6) Der AIFM sorgt für wirksame und angemessene Strategien im Hinblick darauf, wann und wie die Stimmrechte in den Portfolios der von ihr verwalteten Investmentgesellschaften ausgeübt werden sollen, damit dies ausschließlich zum Nutzen der betreffenden der Investmentgesellschaften und seiner Anteilhaber erfolgt. Wenn der AIFM von der Ge-sellschaft mandatiert wurde, liegt die Entscheidung der Ausübung der Stimmrechte im alleinigen Ermessen des AIFM. Genaue Details der Maßnahmen werden den Aktionären auf Anfrage kostenlos zur Verfügung gestellt.

(7) Der AIFM handelt im besten Interesse der Investmentgesellschaft bei der Ausführung seiner Investmententschei-dungen. Zu diesem Zweck führt er alle vernünftigen Schritte aus, um das bestmögliche Ergebnis für die Investmentge-sellschaft unter Beachtung des Preises, der Kosten, der Geschwindigkeit, der Wahrscheinlichkeit der Ausübung und Abwicklung, des Auftragsumfangs und -natur, oder jeden anderen Überlegung hinsichtlich der Ausübung des Auftrags (Bestmögliche Ausführung) zu erreichen, mit Ausnahme von solchen Fällen, in denen eine bestmögliche Ausführung unter Beachtung des Typ des Vermögenswertes nicht relevant ist.

(8) Der AIFM hat eine Vergütungspolitik festgelegt, welche für die maßgeblichen Mitarbeiterkategorien im Sinne der AIFM Verordnung und der ESMA Richtlinien 2013/201 gelten. Die Offenlegung der Angaben zur Vergütung der maßge-blichen Mitarbeiterkategorien erfolgt in Entsprechung der Vorschriften des Gesetzes von 2013.“

12. Ersetzen der Worte „der Verwaltungsgesellschaft“ durch „des AIFM“ in Artikel 29 (vormals Artikel 27) der Satzung.

13. Ersetzen der Überschrift des bisherigen Artikels 34. (nunmehr Artikel 36) „Depotbank“ der Satzung durch die neue Überschrift „Verwahrstelle“ sowie Neufassung des Artikels wie folgt:

(1) Die Investmentgesellschaft wird im gesetzlich vorgeschriebenen Umfang eine Verwahrstelle ernennen.

(2) Die Verwahrstelle ist verantwortlich für die Verwahrung der Vermögenswerte der Investmentgesellschaft und unterliegt den Pflichten von Teil II des Gesetzes von 2007 und dem Gesetz von 2013.

14. Ersetzen des Wortes „Depotbank“ durch „Verwahrstelle“ in Absatz (4) von Artikel 36 (nunmehr Artikel 38) der Satzung.

15. Neunummerierung von Artikeln sowie Absätzen aufgrund der vorher genannten Änderungen sowie Anpassung von Verweisen aufgrund dieser Neunummerierungen als auch Aufnahme unwesentlicher redaktioneller Änderungen.

Nachdem vorstehende Punkte seitens der Aktionärsversammlung gutgeheißen wurden, werden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

*Erster Beschluss:*

Änderung der „Begriffsbestimmungen“ der Satzung durch Aufnahme folgender weiteren Begriffsbestimmungen: „AIF“, „AIFM Board“, „AIFM Richtlinie“, „AIFM Verordnung“, „AIFM“ oder „Verwalter alternativer Investmentfonds“, „Gesetz von 2013“, „Managementvereinbarung“ und „Verwahrstelle“ sowie Löschung der Begriffsbestimmungen: „Depotbank“ und „Verwaltungsgesellschaft“.

"AIF"	Ein alternativer Investmentfonds wie in der AIFM Richtlinie definiert.
"AIFM Board"	Der ordnungsgemäß zusammengesetzte Verwaltungsrat des AIFM.
"AIFM Richtlinie"	Richtlinie 2011/61/EU des europäischen Parlaments und des Rates über die Verwalter alternativer Investmentfonds und zur Änderung der Richtlinien 2003/41/EG und 2009/65/EG und der Verordnungen (EG) Nr. 1060/2009 und (EU) Nr. 1095/2010.
"AIFM Verordnung"	Delegierte Verordnung (EU) Nr. 231/2013 der Kommission vom 19. Dezember 2012 zur Ergänzung der Richtlinie 2011/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf Ausnahmen, die Bedingungen für die Ausübung der Tätigkeit, Verwahrstellen, Hebelfinanzierungen, Transparenz und Beaufsichtigung.
"AIFM" oder "Verwalter alternativer Investmentfonds"	Alceda Fund Management S.A. in ihrer Funktion als Verwalter alternativer Investmentfonds der Investmentgesellschaft.
"Gesetz von 2013"	Das luxemburgische Gesetz vom 12. Juli 2013 die Verwalter alternativer Investmentfonds betreffend, in seiner jeweils gültigen Fassung.
"Managementvereinbarung"	Die zwischen der Investmentgesellschaft und dem AIFM zu schließende Vereinbarung.
"Verwahrstelle"	Die Bank, die von der Investmentgesellschaft als Verwahrstelle im Sinne des Gesetzes von 2007 ernannt wird.

*Zweiter Beschluss:*

Einfügen des folgenden Satzes am Ende von Artikel 1 der Satzung: „Bei der Investmentgesellschaft handelt es sich gemäß des Gesetzes von 2013 um einen AIF und sie unterliegt daher Teil II des Gesetzes von 2007 und dem Gesetz von 2013.“

*Dritter Beschluss:*

Löschen der aktuellen Absätze (3), (4) und (5) des Artikels 12 der Satzung sowie Einfügen eines neuen Absatzes (3) des Artikels 12 der Satzung, wie folgt: „Die Aktien der Investmentgesellschaft werden zu den im Emissionsdokument näher spezifizierten Ausgabepreisen sowie - modalitäten, insbesondere der Erhebung eines Ausgleichsbeitrages und/oder einer Ausgleichszahlung als auch Ausgabegebühr ausgegeben“.

*Vierter Beschluss:*

Einfügen neuer Absätze (1), (2), und (3) unter Artikels 17 der Satzung, wie folgt:

„(1) Soweit erforderlich und im Rahmen des Luxemburger Rechts zulässig wird der Nettoinventarwert je Aktie durch den AIFM an jedem Bewertungstag in Übereinstimmung mit den nachstehenden Regelungen, dem Luxemburger Recht und den allgemein anerkannten luxemburgischen Rechnungslegungsvorschriften berechnet.

(2) In Übereinstimmung mit den Vorschriften von Teil II des Gesetzes von 2007 und des Gesetzes von 2013 kann der AIFM unter seiner Verantwortung und Kontrolle die Berechnung des Nettoinventarwertes durch einen geeigneten und spezialisierten Dritten durchführen lassen.

(3) Die Haftung des AIFM gegenüber der Investmentgesellschaft und den Investoren wird von einer Übertragung dieser Funktion nicht berührt“.

*Fünfter Beschluss:*

Ersetzen der Worte „Verwaltungsrat“ bzw. „Verwaltungsrats“ oder „Verwaltungsrates“ sowie „Verwaltungsgesellschaft“ durch „AIFM“ unter Artikel 17 und Artikel 18 der Satzung sowie Ersetzen des Wortes „Depotbank“ durch „Verwahrstelle“ unter Artikel 17 der Satzung.

*Sechster Beschluss*

Ergänzung von Absatz (3) des Artikels 21 der Satzung durch Einfügen folgenden Satzes: „Im Rahmen der Vorgaben des Gesetzes von 2013 hat der Verwaltungsrat das Portfolio- und Risikomanagement der Investmentgesellschaft an den AIFM übertragen (vgl. Artikel 22)“.

*Siebter Beschluss:*

Neufassung von Artikel 22 der Satzung wie folgt:

**„ Art. 22. AIFM.**

(1) Die Investmentgesellschaft hat den AIFM in Einklang mit Kapitel II der AIFM Richtlinie und Kapitel 2 des Gesetzes von 2013 ernannt. Die Rechte und Pflichten des AIFM sind in Teil II des Gesetzes von 2007, dem Gesetz von 2013 und

der Managementvereinbarung geregelt. Neben der Verwaltung dieser Investmentgesellschaft verwaltet der AIFM auch andere Organismen für gemeinsame Anlagen.

(2) Der AIFM verwaltet die Investmentgesellschaft im Einklang mit dem Emissionsdokument, der Satzung, der Luxemburger Gesetzgebung und der Managementvereinbarung und im ausschließlichen Interesse der Aktionäre. Er ist gemäß den hier weiter ausgeführten Bestimmungen ermächtigt alle Rechte, die direkt oder indirekt im Zusammenhang mit den Vermögenswerten der Investmentgesellschaft stehen, auszuüben. Der AIFM trifft die Investment- und Divestmententscheidungen für die Investmentgesellschaft.

(3) In seiner Funktion als AIFM der Investmentgesellschaft ist der AIFM gegenüber der Investmentgesellschaft insbesondere für die folgenden Pflichten verantwortlich:

- Verwaltung der Vermögenswerte der Investmentgesellschaft (einschließlich Portfolio- und/oder Risikomanagement hinsichtlich dieser Vermögenswerte);
- Verwaltung der Investmentgesellschaft (einschließlich der Berechnung des Nettoinventarwertes);
- Marketing und Vertrieb der Aktien der Investmentgesellschaft; es wird davon ausgegangen, dass der AIFM die Distributoren und Unter-Distributoren benennt.

(4) In Einklang mit den geltenden Gesetzen und Vorschriften und vorheriger Zustimmung der CSSF ist der AIFM berechtigt, unter seiner Verantwortung, Teile seiner Pflichten und Befugnisse an jede Person oder Entität, die er für angemessen erachtet und über die erforderliche Erfahrung verfügt, zu delegieren. Jede solche Übertragung erfolgt in Einklang mit Teil II des Gesetzes von 2007 und dem Gesetz von 2013.

(5) Um mögliche Haftungsrisiken abzudecken, welche sich aus der Verletzung beruflicher Sorgfaltspflichten ergeben können, hält der AIFM zusätzliche angemessene Eigenmittel, oder schließt alternativ in entsprechendem Umfang Versicherungen ab, im Einklang mit den Vorschriften des Gesetzes von 2013 und der AIFM Verordnung, um jede berufliche Haftung abzudecken, welche sich aus der Tätigkeit des AIFM ergibt.“

*Achter Beschluss:*

Ersetzen des Wortes „Depotbank“ durch „Verwahrstelle“ in Absatz (3) (a) von Artikel 26 (vormals Artikel 25) der Satzung.

*Neunter Beschluss:*

Änderung des Absatzes (3) (b) unter Artikel 26 (vormals Artikel 25) wie folgt: Alle angemessenen Kosten und Auslagen, die im Zusammenhang mit dem Erwerb, dem Halten, der Verwaltung, und der Veräußerung von Vermögensgegenständen entstehen, insbesondere Kosten und Auslagen im Zusammenhang mit der Identifizierung und der Due-Diligence-Prüfung potentieller Investments sowie der Ausarbeitung und Umsetzung der Anbindungsstruktur, ungeachtet dessen, ob eine derartige Transaktion genehmigt oder erfolgreich abgeschlossen wird, als auch Kosten im Zusammenhang mit Absicherungsgeschäften. Die Transaktionskosten können über einen Zeitraum von bis zu 5 Jahren abgeschrieben werden.

*Zehnter Beschluss:*

Ersetzen des bisherigen Artikels „26. Interessenkonflikte“ durch den neuen (nunmehr Artikel 27) „Art. 27. Risiko- und Liquiditätsmanagement.“ sowie Aufnahme der folgender Absätze in dem neuen Artikel 27:

„(1) Der AIFM sorgt für die Festlegung, Umsetzung und Aufrechterhaltung angemessener und dokumentierter Grundsätze für das Risikomanagement, in denen die Risiken genannt werden, denen die von ihm verwaltete Investmentgesellschaft ausgesetzt ist oder ausgesetzt sein könnte. Die Grundsätze für das Risikomanagement umfassen die Verfahren, die notwendig sind, damit der AIFM bei der von ihm verwalteten Investmentgesellschaften dessen Markt-, Liquiditäts- und Gegenparteiisiko sowie alle sonstigen relevanten Risiken, einschließlich operationeller Risiken, bewerten kann, die für die von ihm verwalteten Investmentgesellschaften wesentlich sein könnten. Weiterhin stellt das Verfahren des Risikomanagement eine unabhängige Überprüfung der Bewertungspolitik und Verfahren gemäß Art. 70 Absatz 3 der AIFM Verordnung sicher.

(2) Der AIFM verwendet ein umfassendes Verfahren zur Bewertung der Risiken der Investmentgesellschaft, welches wiederum auf qualitativen und quantitativen Risikobemessungsgrundsätzen beruht.

(3) Das Personal des Risikomanagements des AIFM überwacht die Einhaltung dieser Vorschriften in Einklang mit den Auflagen der anwendbaren Rundschreiben und veröffentlichten Verordnungen der CSSF oder jeder anderen Europäischen Behörde, die zur Veröffentlichung solcher Verordnungen oder technischen Vorschriften, die für die Investmentgesellschaft Anwendung finden, autorisiert ist.

(4) Der AIFM stellt in Entsprechung der Vorschriften des Gesetzes von 2013 den jeweiligen Aufsichtsbehörden und Investoren für die Investmentgesellschaft Informationen über die Höhe der eingesetzten Hebelfinanzierung des AIFs in Brutto gemäß den Bruttoberechnungsmethoden nach Artikel 7 und auf Basis der Mittelbindung gemäß der Commitment Methode nach Artikel 8 der AIFM Verordnung zur Verfügung. Die Investmentgesellschaft hat in Ziffer 3.6 des Emissionsdokumentes eine Grenze der maximalen Fremdfinanzierung festgelegt.

(5) Der AIFM sorgt für ein angemessenes Liquiditätsmanagementsystem, das es ermöglicht die Liquiditätsrisiken der Investmentgesellschaft zu überwachen. Der AIFM gewährleistet für die Investmentgesellschaft, dass die Liquiditätssituation

der Investmentgesellschaft stets angepasst ist an dessen Anlagepolitik, Liquiditätsprofil, Vertriebspolitik und Rücknahme-grundsätze.“

*Elfter Beschluss:*

Neunummerierung des bisherigen Artikels 26 der Satzung (nunmehr Artikel 28) und Einfügen der Überschrift „Art. 28. Aufsichtsrechtliche Offenlegung.“ sowie Ergänzung durch die neuen Absätze (4) bis (8) wie folgt:

„(4) In Ausübung seiner Geschäftstätigkeit gehört es zur Aufgabe des AIFM, jede Handlung oder Transaktion, die zu einem Interessenkonflikt zwischen dem AIFM und der Investmentgesellschaft oder seinen Investoren oder zwischen den Interessen eines oder mehrerer Investoren und den Interessen eines oder mehrerer anderer Investoren führen kann, zu identifizieren, zu bewältigen und wo notwendig zu verhindern. Der AIFM ist bemüht, jeden Konflikt in entsprechender Weise mit den höchsten Standards an Integrität und Fairness zu verwalten. Der AIFM unterhält angemessene und wirk-same organisatorische und administrative Vorkehrungen zur Ergreifung aller angemessenen Maßnahmen zur Ermittlung, Vorbeugung, Beilegung und Beobachtung von Interessenkonflikten, um zu verhindern, dass diese den Interessen der Investmentgesellschaft und der Anteilseigner schaden.

(5) Unbeschadet der gebotenen Vorsicht und bestmöglichen Bemühungen kann das Risiko nicht ausgeschlossen wer-den, dass eine Organisationsoder Verwaltungsvereinbarung, die von dem AIFM für die Handhabung von Interessenkon-flikten entworfen wurde, sich als ineffizient erweist, mit hinreichender Sicherheit sicherzustellen, dass Schadensrisiken für die Interessen der Investmentgesellschaft oder seiner Anteilinhaber abgewendet werden können. In einem solchen Fall werden die nichtgelösten Interessenkonflikte sowie die getroffenen Entscheidungen an die Anteilinhaber in ange-messener Weise berichtet.

(6) Der AIFM sorgt für wirksame und angemessene Strategien im Hinblick darauf, wann und wie die Stimmrechte in den Portfolios der von ihr verwalteten Investmentgesellschaften ausgeübt werden sollen, damit dies ausschließlich zum Nutzen der betreffenden der Investmentgesellschaften und seiner Anteilinhaber erfolgt. Wenn der AIFM von der Ge-sellschaft mandatiert wurde, liegt die Entscheidung der Ausübung der Stimmrechte im alleinigen Ermessen des AIFM. Genaue Details der Maßnahmen werden den Aktionären auf Anfrage kostenlos zur Verfügung gestellt.

(7) Der AIFM handelt im besten Interesse der Investmentgesellschaft bei der Ausführung seiner Investmententschei-dungen. Zu diesem Zweck führt er alle vernünftigen Schritte aus, um das bestmögliche Ergebnis für die Investmentge-sellschaft unter Beachtung des Preises, der Kosten, der Geschwindigkeit, der Wahrscheinlichkeit der Ausübung und Abwicklung, des Auftragsumfangs und -natur, oder jeden anderen Überlegung hinsichtlich der Ausübung des Auftrags (Bestmögliche Ausführung) zu erreichen, mit Ausnahme von solchen Fällen, in denen eine bestmögliche Ausführung unter Beachtung des Typ des Vermögenswertes nicht relevant ist.

(8) Der AIFM hat eine Vergütungspolitik festgelegt, welche für die maßgeblichen Mitarbeiterkategorien im Sinne der AIFM Verordnung und der ESMA Richtlinien 2013/201 gelten. Die Offenlegung der Angaben zur Vergütung der maßge-blichen Mitarbeiterkategorien erfolgt in Entsprechung der Vorschriften des Gesetzes von 2013.“

*Zwölfter Beschluss:*

Ersetzen der Worte „der Verwaltungsgesellschaft“ durch „des AIFM“ in Artikel 29 (vormals Artikel 27) der Satzung.

*Dreizehnter Beschluss:*

Ersetzen der Überschrift des bisherigen Artikels 34. (nunmehr Artikel 36) „Depotbank“ der Satzung durch die neue Überschrift „Verwahrstelle“ sowie Neufassung des Artikels wie folgt:

(1) Die Investmentgesellschaft wird im gesetzlich vorgeschriebenen Umfang eine Verwahrstelle ernennen.

(2) Die Verwahrstelle ist verantwortlich für die Verwahrung der Vermögenswerte der Investmentgesellschaft und unterliegt den Pflichten von Teil II des Gesetzes von 2007 und dem Gesetz von 2013.

*Vierzehnter Beschluss:*

Ersetzen des Wortes „Depotbank“ durch „Verwahrstelle“ in Absatz (4) von Artikel 36 (nunmehr Artikel 38) der Satzung.

*Fünfzehnter Beschluss:*

Neunummerierung von Artikeln sowie Absätzen aufgrund der vorher genannten Änderungen sowie Anpassung von Verweisen aufgrund dieser Neunummerierungen als auch Aufnahme unwesentlicher redaktioneller Änderungen.

*Erklärung der Unterzeichner*

Die Gesellschafter erklären hiermit, dass sie die dinglich Begünstigten der Gesellschaft, die Gegenstand dieser Urkunde ist, im Sinne des Gesetzes vom 12. November 2004 in der abgeänderten Fassung sind, und bescheinigen, dass die Mittel / Güter / Rechte die das Kapital der Gesellschaft bilden nicht von irgendeiner Tätigkeit, die nach Artikel 506-1 des Straf-gesetzbuches oder Artikel 8-1 des Gesetzes vom 19. Februar 1973 betreffend den Handel von Arzneimitteln und die Bekämpfung der Drogenabhängigkeit oder einer terroristische Handlung stammen im Sinne des Artikels 135-5 des Straf-gesetzbuches (als Finanzierung des Terrorismus definiert).

13181

Kosten.

Die Kosten, Gebühren und jedwede Auslagen die der Investmentgesellschaft auf Grund gegenwärtiger Urkunde entstehen, werden geschätzt auf 800.-€.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Ettelbruck, Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung des Vorstehenden an den Anwesenden, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen sowie Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Jean-Claude Michels, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 26 novembre 2014. Relation: DIE/2014/15194. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur (signé): Tholl.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt und zum Zwecke der Veröffentlichung im Memorial erteilt.

Ettelbruck, den 7. Januar 2015.

Référence de publication: 2015002810/337.

(150002983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**Cinquanteneuf S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 59, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 129.539.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015000142/10.

(140234708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

---

**Eliza S.à r.l., SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.**

**Capital social: EUR 936.352,06.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 116.049.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Référence de publication: 2015000855/10.

(150000011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2015.

---

**Abels S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 193.332.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twelfth of December.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

DB Secondary Opportunities Fund II, LP, a limited partnership registered under the laws of Scotland, registered with the Companies House under number SL 8405, having its principal place of business at Boundary Hall, Cricket Square, 171 Elgin Avenue, PO Box 1984, Grand Cayman, KY1 1104, Cayman Islands,

here represented by Danny Major, Rechtsanwalt, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 11 December 2014.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it wishes to incorporate with the following articles of association:



## **A. Name - Purpose - Duration - Registered office**

**Art. 1. Name - Legal.** Form There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Abels S.à r.l. (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.

### **Art. 2. Purpose.**

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

### **Art. 3. Duration.**

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

### **Art. 4. Registered office.**

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

## **B. Share capital - Shares**

### **Art. 5. Share Capital.**

5.1 The Company’s share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by (i) twelve thousand four hundred and ten (12,410) class A shares (the “Class A Shares”), (ii) ten (10) class B shares (the “Class B Shares”), (iii) ten (10) class C shares (the “Class C Shares”), (iv) ten (10) class D shares (the “Class D Shares”), (v) ten (10) class E shares (the “Class E Shares”), (vi) ten (10) class F shares (the “Class F Shares”), (vii) ten (10) class G shares (the “Class G Shares”), (viii) ten (10) class H shares (the “Class H Shares”), (ix) ten (10) class I shares (the “Class I Shares”), and (x) ten (10) class J shares (the “Class J Shares”, and together with the Class A Shares, Class B Shares, Class C Shares, Class D Shares, Class E Shares, Class F Shares, Class G Shares, Class H Shares and Class I Shares the “Shares” and each a “Class”), with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company’s share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

### **Art. 6. Shares.**

6.1 The Company’s share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any one of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

6.5 The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of a Class, in whole but not in part, consisting in the repurchase and cancellation of all Shares in issue of such Class as may be determined from time to time by the board of managers.

6.6 The Shares shall be repurchased in reverse alphabetical order of the Classes, starting with the Class J Shares.

6.7 Subsequent Classes shall only become available for repurchase once all the Shares of the preceding Class have been repurchased in full. Each Class becoming available for repurchase according to the rule specified in this article 6 shall be referred to as the “Relevant Class of Shares”.

6.8 The Relevant Class of Shares shall be repurchased and cancelled for an aggregate price equal to the fair market value of such Class as determined in article 6.11 below (the “Total Cancellation Amount”).

6.9 In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a Class (in the order provided for in article 6.6), such Class gives rights to the holders thereof pro rata to their holding in such Class to the Available Amount (as defined below) and the holders of Shares of the repurchased and cancelled Class shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share (as defined below) for each Share of the Relevant Class of Shares held by them and cancelled.

6.10 The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the class of Shares to be repurchased and cancelled.

6.11 The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the board of managers on the basis of the relevant interim accounts of the Company as of a date not more than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class. The Total Cancellation Amount for each Class shall be the Available Amount (increased by the nominal value per share to be cancelled) of the relevant Class at the time of the cancellation of the relevant Class unless otherwise resolved by the board of managers provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount (increased by the nominal value per share to be cancelled). The board of managers can choose to include or exclude in its determination of the Total Cancellation Amount, the freely distributable reserves, share or assimilated premium either in part or in totality.

6.12 The “Available Amount” shall be the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the holders of Shares of the relevant Class would have been entitled to distributions according to articles 22 and/or 23 of these articles of association, (i) increased by any freely distributable reserves including, as the case may be, the amount of the share premium or assimilated premium and legal reserve reduction relating to the relevant Class to be cancelled, and (ii) reduced by (a) any losses (included carried forward losses), (b) any sums to be placed into non-distributable reserves, each time as set out in the relevant interim accounts and (c) any accrued and unpaid dividends to the extent those have not already reduced the NP (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:  $AA = (NP + P) - (L + LR + LD)$ . Whereby: AA= Available Amount; NP= net profits (including carried forward profits); P= any freely distributable reserves including, as the case may be, the amount of the share premium reduction and legal reserve reduction relating to the Class to be cancelled; L= losses (including carried forward losses); LR = any sums to be placed into non-distributable reserve(s) pursuant to the requirements of law or of these articles of association; LD = any accrued and unpaid dividends to the extent those have not already reduced the NP.

6.13 Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant Class, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

#### **Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.**

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders representing three quarters of the rights owned by the surviving shareholders. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

### **C. Decisions of the shareholders**

#### **Art. 8. Collective decisions of the shareholders.**

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case,

each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the “general meeting of shareholders” shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

**Art. 9. General meetings of shareholders.** In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

**Art. 10. Quorum and vote.**

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company’s shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

**Art. 11. Change of nationality.** The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

**Art. 12. Amendments of the articles of association.** Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

## D. Management

**Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.**

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company’s corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

**Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.**

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company’s share capital.

14.3 The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of different classes, namely class A managers and class B managers.

**Art. 15. Vacancy in the office of a manager.**

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company’s sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

**Art. 16. Convening meetings of the board of managers.**

16.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document



being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

#### **Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.**

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) the board of managers may deliberate or act validly only if at least one (1) class A manager and one (1) class B manager are present or represented at such meeting.

17.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote.

17.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

#### **Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.**

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), the minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), copies and excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation).

18.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

**Art. 19. Dealing with third parties.** The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), the Company will be validly bound (i) by the joint signature of at least one (1) class A manager and one (1) class B manager or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

### **E. Audit and supervision**

#### **Art. 20. Auditor(s).**

20.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

20.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

20.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

20.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

## F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

**Art. 21. Financial year.** The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

### **Art. 22. Annual accounts and allocation of profits.**

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

22.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

22.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

22.6 In the event of a distribution, amounts distributed shall be allocated as follows:

(i) Class A Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point fifty per cent (0.55%) per year of the nominal value of the Class A Shares issued by the Company;

(ii) Class B Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point fifty per cent (0.50%) per year of the nominal value of the Class B Shares issued by the Company;

(iii) Class C Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point forty-five per cent (0.45%) per year of the nominal value of the Class C Shares issued by the Company;

(iv) Class D Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point forty per cent (0.40%) per year of the nominal value of the Class D Shares issued by the Company;

(v) Class E Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point thirty-five per cent (0.35%) per year of the nominal value of the Class E Shares issued by the Company;

(vi) Class F Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point thirty per cent (0.30%) per year of the nominal value of the Class F Shares issued by the Company;

(vii) Class G Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point twenty-five per cent (0.25%) per year of the nominal value of the Class G Shares issued by the Company;

(viii) Class H Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point twenty per cent (0.20%) per year of the nominal value of the Class H Shares issued by the Company;

(ix) Class I Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point fifteen per cent (0.15%) per year of the nominal value of the Class I Shares issued by the Company;

(x) Class J Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point ten per cent (0.10%) per year of the nominal value of the Class J Shares issued by the Company;

all as long as they are in existence, and

(xi) the remainder shall be distributed to the Relevant Class of Shares.

### **Art. 23. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.**

23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution and in accordance with the provisions of article 22. The amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association in accordance with the provisions of article 22.

## G. Liquidation

### Art. 24. Liquidation.

24.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

24.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in accordance with the provisions of article 22 of these articles of association.

## H. Final clause - Governing law

**Art. 25. Governing law.** All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

### *Transitional provisions*

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2015.

2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

### *Subscription and payment*

The twelve thousand five hundred (12,500) new shares issued have been subscribed as follows:

(i) twelve thousand four hundred and ten (12,410) Class A Shares, (ii) ten (10) Class B Shares, (iii) ten (10) Class C Shares, (iv) ten (10) Class D Shares, (v) ten (10) Class E Shares, (vi) ten (10) Class F Shares, (vii) ten (10) Class G Shares, (viii) ten (10) Class H Shares, (ix) ten (10) Class I Shares, and (x) ten (10) Class J Shares have been subscribed by DB Secondary Opportunities Fund II, LP, aforementioned, for the price of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500);

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

### *Resolutions of the shareholder*

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited term:

(i) Chi Chung CHEUNG, born in Hillingdon, United Kingdom on 1 August 1977, professionally residing at 105-108 Old Broad Street, London EC2N 1EN, United Kingdom, as class A manager; and

(ii) Garvan Rory PIETERS, born in Hague, Netherlands on 29 March 1958, professionally residing at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg as class B manager.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

### **Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:**

Im Jahr zweitausendvierzehn, am zwölften Dezember.

Vor uns, Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCHIENEN:

DB Secondary Opportunities Fund II, LP, eine schottische Limited Partnership mit Sitz in Boundary Hall, Cricket Square, 171 Elgin Avenue, PO Box 1984, Grand Cayman, KY1 1104, Cayman Islands, eingetragen im britischen Handelsregister mit der Nummer SL 8405,

hier vertreten durch Danny Major, Rechtsanwalt, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 11. Dezember 2014.

Besagte Vollmachten, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen möchte:

### **A. Name - Zweck - Dauer - Sitz**

**Art. 1. Name - Rechtsform.** Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Abels S.à r.l. (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

#### **Art. 2. Zweck der Gesellschaft.**

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren oder Schuldtiteln, Schuldverschreibungen und Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.4 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur, sowie solche, welche geistiges Eigentum oder Grundeigentum betreffen vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

#### **Art. 3. Dauer.**

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird.

#### **Art. 4. Sitz.**

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Geschäftsführungsrates verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Geschäftsführungsrates im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Geschäftsführungsrat entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

### **B. Gesellschaftskapital - Anteile**

#### **Art. 5. Gesellschaftskapital.**

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), bestehend aus (i) zwölftausend vierhundertzehn (12.410) Klasse A Anteilen (die „Klasse A Anteile“), (ii) zehn (10) Klasse B Anteilen (die „Klasse B Anteile“), (iii) zehn (10) Klasse C Anteilen (die „Klasse C Anteile“), (iv) zehn (10) Klasse D Anteilen (die „Klasse D Anteile“), (v) zehn (10) Klasse E Anteilen (die „Klasse E Anteile“), (vi) zehn (10) Klasse F Anteilen (die „Klasse F Anteile“), (vii) zehn (10) Klasse G Anteilen (die „Klasse G Anteile“), (viii) zehn (10) Klasse H Anteilen (die „Klasse H Anteile“), (ix) zehn (10) Klasse I Anteilen (die „Klasse I Anteile“) und (x) zehn (10) Klasse J Anteilen (die „Klasse J Anteile“) und zusammen mit Klasse A Anteilen, Klasse B Anteilen, Klasse C Anteilen, Klasse D Anteilen, Klasse E Anteilen, Klasse F Anteilen, Klasse G Anteilen, Klasse H Anteilen und Klasse I Anteilen die „Anteile“ und einzeln die „Klasse“) mit einem Nominalwert von jeweils einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

#### **Art. 6. Anteile.**

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

6.5 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch die Einziehung einer gesamten Klasse herabgesetzt werden, bestehend aus dem Rückkauf und der Einziehung aller ausgegebenen Anteile in einer solchen Klasse, wie jeweils vom Geschäftsführerrat festgelegt.

6.6 Die Anteile werden in umgekehrt alphabetischer Reihenfolge der Klassen zurückgekauft, beginnend mit den Klasse J Anteilen.

6.7 Nachgeordnete Anteile sind nur dann rückkaufbar, wenn alle Anteile der vorhergehenden Klasse vollständig zurückgekauft worden sind. Jede im Einklang mit diesem Artikel 6 rückkaufbare Klasse wird als „Relevante Anteilsklasse“ bezeichnet.

6.8 Die Relevante Anteilsklasse wird zu einem Gesamtbetrag zurückgekauft und eingezogen, welcher dem im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 6.11. ermittelten Marktwerts einer solchen Klasse entspricht (der „Gesamteinziehungsbetrag“).

6.9 Im Falle einer Kapitalherabsetzung durch Rückkauf und Einziehung einer Klasse (in der in Artikel 6.6 festgelegten Reihenfolge), gewährt diese Klasse deren Inhabern einen anteiligen Anspruch auf den Verfügbaren Betrag (wie nachstehend definiert) gemessen an ihrer pro rata Beteiligung der jeweiligen Klasse und die Inhaber von Anteilen der jeweiligen zurückgekauften und eingezogenen Klasse erhalten von der Gesellschaft pro vormals gehaltenen und eingezogenen Anteil der Relevanten Anteilsklasse, einen Betrag der dem Einziehungsbetrag pro Anteil (wie nachstehend definiert) entspricht.

6.10 Der Einziehungsbetrag pro Anteil ergibt sich aus der Teilung des Gesamteinziehungsbetrags durch die Anzahl der ausgegebenen Anteile in der jeweiligen zurückzukaufenden und einzuziehenden Klasse.

6.11 Der Gesamteinziehungsbetrag ist ein Betrag, welcher vom Geschäftsführerrat auf Grundlage einer Zwischenabschlüsse, welche nicht vor mehr als acht (8) Tagen vor dem Tag des Rückkaufs und der Einziehung der jeweiligen Klasse erstellt wurde, zu ermitteln und zu beschließen ist. Der Gesamteinziehungsbetrag für jede Klasse ist der Verfügbare Betrag (erhöht durch den Nominalwert pro einzuziehendem Anteil) der jeweiligen Klasse zum Zeitpunkt der Einziehung der jeweiligen Klasse, sofern nicht durch den Geschäftsführerrat anders beschlossen, vorausgesetzt dass der Gesamteinziehungsbetrag niemals höher als der Verfügbare Betrag (erhöht durch den Nominalwert pro einzuziehendem Anteil) sein darf. Dem Geschäftsführerrat steht es frei, bei der Ermittlung des Gesamteinziehungsbetrags, die frei ausschüttbaren oder vergleichbaren Rücklagen sowie Agio zu berücksichtigen oder nicht.

6.12 Der „Verfügbare Betrag“ entspricht dem Gesamtbetrag des Nettogewinns der Gesellschaft (einschließlich Gewinnvorträge), soweit die Inhaber der Anteile der jeweiligen Klasse einen Anspruch auf Ausschüttungen gemäß Artikel 22 und/oder 23 dieser Satzung gehabt hätte (i) erhöht durch jede frei ausschüttbaren Rücklagen, einschließlich, soweit vorhanden, des Agios oder vergleichbaren Rücklage und Betrag der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage hinsichtlich der jeweils einzuziehenden Klasse, und (ii) abzüglich (a) jeglicher Verluste (einschließlich Verlustvorträge), (b) jeglicher Beträge, die gemäß der jeweiligen Zwischenabschlüsse in die nicht-ausschüttbaren Rücklagen eingestellt werden müssen und (c) jede aufgelaufene und nicht ausgeschüttete Dividende bis zu dem Betrag, um welcher der NP noch nicht reduziert wurde (um Zweifel auszuschließen, ohne doppelte Buchführung), so dass:  $AA = (NP + P) - (L + LR + LD)$ . Wobei: AA= Verfügbare Betrag; NP= Nettogewinn (einschließlich Gewinnvorträge); P= jede frei ausschüttbaren Rücklagen, einschließlich, soweit vorhanden, des Betrags der Herabsetzung des Agios und der gesetzlichen Rücklage hinsichtlich der jeweils einzuziehenden Klasse; L= Verluste (einschließlich Verlustvorträge); LR= jegliche Beträge, die gemäß gesetzlicher Vorgaben oder der Satzung in die nicht-ausschüttbaren Rücklage(n) eingestellt werden müssen; LD= jede aufgelaufene und nicht ausgeschüttete Dividende bis zu dem Betrag, um welcher der NP noch nicht reduziert wurde.

6.13 Der Einziehungsbetrag pro Anteil wird für die Gesellschaft fällig und zahlbar nach Rückkauf und der Einziehung der jeweiligen Klasse.

#### **Art. 7. Anteilsregister und Übertragung von Anteilen.**

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft



ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden.

7.5 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.6 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafter an neue Gesellschafter nur mit Zustimmung der überlebenden Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln der von Ihnen gehaltenen Rechte übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile Eltern, Nachkommen oder dem/der überlebenden Ehepartner/in übertragen werden oder jedem anderen gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafter.

### C. Entscheidungen der Gesellschafter

#### Art. 8. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

8.1 Die Gesellschafterversammlung der Gesellschafter ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch Gesetz und diese Satzung übertragen wurden.

8.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Zahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

8.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung der Gesellschafter vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der ausformulierten vorgeschlagenen Beschlüsse und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

8.4 Im Falle eines Alleingesellschafter übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften von Abschnitt XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

**Art. 9. Gesellschafterversammlung der Gesellschafter.** Falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss jährlich innerhalb von sechs (6) Monaten vor dem Ende des Geschäftsjahres mindestens eine Gesellschafterversammlung der Gesellschafter in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort abgehalten werden, wie in der Einberufung zu dieser Versammlung genauer bestimmt. Andere Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welcher in der entsprechenden Einberufung genauer bestimmt werden. Falls alle Gesellschafter in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Einberufungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

#### Art. 10. Quorum und Abstimmung.

10.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

10.2 Vorbehaltlich anderer gesetzlicher Regelungen oder dieser Satzung, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals innehaben. Falls diese Mehrheit in einer ersten Gesellschafterversammlung oder einer ersten schriftlichen Konsultation der Gesellschafter nicht erreicht wird, können die Anteilseigner ein weiteres Mal mit derselben Tagesordnung einberufen werden oder per Einschreiben dieselben schriftlichen Beschlussvorschläge erhalten und Entscheidungen werden wirksam mit der Mehrheit der wirksam abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig vom Anteil des durch sie vertretenen Gesellschaftskapitals.

**Art. 11. Änderung der Nationalität.** Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

**Art. 12. Änderung der Satzung.** Eine Änderung der Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens (ii) eine Mehrheit von drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

### D. Geschäftsführung

#### Art. 13. Befugnisse des Einzelgeschäftsführers -Zusammensetzung und Befugnisse des Geschäftsführungsrates.

13.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Geschäftsführungsrat.

13.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „Einzelgeschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Geschäftsführungsrat“ als Verweis auf den Einzelgeschäftsführer auszulegen.

13.3 Der Geschäftsführungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

#### **Art. 14. Wahl, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.**

14.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung gewählt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

14.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, gewählt oder abberufen werden.

14.3 Die Gesellschafterversammlung kann mehrere Klassen von Geschäftsführern ernennen, nämlich Geschäftsführer der Klasse A und Geschäftsführer der Klasse B.

#### **Art. 15. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.**

15.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Neubesetzung entscheidet.

15.2 Für den Fall, dass der Einzelgeschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

#### **Art. 16. Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats.**

16.1 Der Geschäftsführungsrat versammelt sich auf Einberufung eines Mitglieds. Die Geschäftsführungsratssitzungen finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

16.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Geschäftsführungsrats schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, wenn alle Geschäftsführer schriftlich, per Fax, EMail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie einer solchen unterzeichneten Zustimmung ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Geschäftsführungsrats bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

16.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Geschäftsführungsrats diesen zugestimmt und diese unterzeichnet haben.

#### **Art. 17. Durchführung von Geschäftsführungsratssitzungen.**

17.1 Der Geschäftsführungsrat kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Geschäftsführungsrat kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Geschäftsführungsrats sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Geschäftsführungsrats verantwortlich ist.

17.2 Sitzungen des Geschäftsführungsrats werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Geschäftsführungsrats geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Geschäftsführungsrat ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

17.3 Jedes Mitglied des Geschäftsführungsrats kann an einer Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats schriftlich, oder durch Fax, per E-Mail oder ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Mitglied des Geschäftsführungsrats kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

17.4 Eine Sitzung des Geschäftsführungsrats kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

17.5 Der Geschäftsführungsrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist. Für den Fall, dass die Gesellschafterversammlung verschiedene Klassen von Geschäftsführern ernannt hat (namentlich Geschäftsführer der Klasse A und Geschäftsführer der Klasse B), ist der Geschäftsführungsrat nur dann beschlussfähig, wenn mindestens ein (1) Geschäftsführer der Klasse A und ein (1) Geschäftsführer der Klasse B entweder in der Sitzung anwesend sind oder ordnungsgemäß vertreten werden.

17.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Geschäftsführungsrats, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme.

17.7 Der Geschäftsführungsrat kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Die Geschäftsführer können ihre Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

### **Art. 18. Protokoll von Sitzungen des Geschäftsführungsrats - Protokoll der Entscheidungen des Einzelgeschäftsführers.**

18.1 Das Protokoll einer Sitzung des Geschäftsführungsrats wird vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates (falls vorhanden) oder, im Falle seiner Abwesenheit, falls vorhanden, von dem Vorsitzenden pro tempore und dem Protokollführer oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Für den Fall, dass die Gesellschafterversammlung verschiedene Klassen von Geschäftsführern ernannt hat (namentlich Geschäftsführer der Klasse A und Geschäftsführer der Klasse B), wird das Protokoll einer jeden Sitzung des Geschäftsführungsrats von einem (1) Geschäftsführer der Klasse A und einem (1) Geschäftsführer der Klasse B unterzeichnet. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates (falls vorhanden), oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Für den Fall, dass die Gesellschafterversammlung verschiedene Klassen von Geschäftsführern ernannt hat (namentlich Geschäftsführer der Klasse A und Geschäftsführer der Klasse B), müssen Kopien und Auszüge der Protokolle, die im Zusammenhang mit einem gerichtlichen Verfahren hergestellt werden müssen, von einem (1) Geschäftsführer der Klasse A und einem (1) Geschäftsführer der Klasse B unterzeichnet werden.

18.2 Die Entscheidungen des Einzelgeschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom Einzelgeschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Einzelgeschäftsführer unterzeichnet.

**Art. 19. Geschäfte mit Dritten.** Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des Einzelgeschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern, oder durch (ii) die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Geschäftsführungsrat übertragen worden ist, im Rahmen dieser Befugnis wirksam verpflichtet. Für den Fall, dass die Gesellschafterversammlung verschiedene Klassen von Geschäftsführern ernannt hat (namentlich Geschäftsführer der Klasse A und Geschäftsführer der Klasse B), wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch (i) die gemeinsame Unterschrift eines (1) Geschäftsführers der Klasse A und eines (1) Geschäftsführers der Klasse B, oder (ii) die gemeinsame oder alleinige Unterschrift einer vertretungsberechtigten Person im Rahmen ihrer Vertretungsmacht, verpflichtet.

## **E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft**

### **Art. 20. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.**

20.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

20.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

20.3 Der Rechnungsprüfer hat ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

20.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handels- und Gesellschaftsregister sowie zur Buchhaltung und zum Jahresabschluss von Unternehmen in seiner geänderten Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprise agréé(s)) ernennt, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

20.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

## **F. Geschäftsjahr - Jahresabschlussgewinne - Abschlagsdividenden**

**Art. 21. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

### **Art. 22. Jahresabschluss und Gewinne.**

22.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Geschäftsführungsrat erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

22.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

22.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

22.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

22.5 Auf Vorschlag des Geschäftsführungsrates bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und den Bestimmungen dieser Satzung, wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

22.6 Im Falle einer Ausschüttung sind die auszuschüttenden Beträge wie folgt zu verteilen:



- (i) Klasse A Anteile berechtigen ihre Inhaber zum pro rata Erhalt einer Vorzugsdividende in Höhe von null Komma fünfundsünfzig Prozent (0,55%) pro Jahr vom Nominalwert der von der Gesellschaft ausgegebenen Klasse A Anteile;
- (ii) Klasse B Anteile berechtigen ihre Inhaber zum pro rata Erhalt einer Vorzugsdividende in Höhe von null Komma fünfzig Prozent (0,50%) pro Jahr vom Nominalwert der von der Gesellschaft ausgegebenen Klasse B Anteile;
- (iii) Klasse C Anteile berechtigen ihre Inhaber zum pro rata Erhalt einer Vorzugsdividende in Höhe von null Komma fünfundsiebzehn Prozent (0,45%) pro Jahr vom Nominalwert der von der Gesellschaft ausgegebenen Klasse C Anteile;
- (iv) Klasse D Anteile berechtigen ihre Inhaber zum pro rata Erhalt einer Vorzugsdividende in Höhe von null Komma vierzig Prozent (0,40%) pro Jahr vom Nominalwert der von der Gesellschaft ausgegebenen Klasse D Anteile;
- (v) Klasse E Anteile berechtigen ihre Inhaber zum pro rata Erhalt einer Vorzugsdividende in Höhe von null Komma fünfundsiebzehn Prozent (0,35%) pro Jahr vom Nominalwert der von der Gesellschaft ausgegebenen Klasse E Anteile;
- (vi) Klasse F Anteile berechtigen ihre Inhaber zum pro rata Erhalt einer Vorzugsdividende in Höhe von null Komma dreiundzwanzig Prozent (0,30%) pro Jahr vom Nominalwert der von der Gesellschaft ausgegebenen Klasse F Anteile;
- (vii) Klasse G Anteile berechtigen ihre Inhaber zum pro rata Erhalt einer Vorzugsdividende in Höhe von null Komma fünfundsiebzehn Prozent (0,25%) pro Jahr vom Nominalwert der von der Gesellschaft ausgegebenen Klasse G Anteile;
- (viii) Klasse H Anteile berechtigen ihre Inhaber zum pro rata Erhalt einer Vorzugsdividende in Höhe von null Komma zweiundzwanzig Prozent (0,20%) pro Jahr vom Nominalwert der von der Gesellschaft ausgegebenen Klasse H Anteile;
- (ix) Klasse I Anteile berechtigen ihre Inhaber zum pro rata Erhalt einer Vorzugsdividende in Höhe von null Komma fünfzehn Prozent (0,15%) pro Jahr vom Nominalwert der von der Gesellschaft ausgegebenen Klasse I Anteile;
- (x) Klasse J Anteile berechtigen ihre Inhaber zum pro rata Erhalt einer Vorzugsdividende in Höhe von null Komma zehn Prozent (0,10%) pro Jahr vom Nominalwert der von der Gesellschaft ausgegebenen Klasse J Anteile;  
solange diese ausstehend bleiben und
- (xi) der Rest wird auf die Relevanten Anteilklassen verteilt.

#### **Art. 23. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.**

23.1 Der Geschäftsführungsrat kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Geschäftsführungsrat vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen und im Einklang mit Artikel 22 dieser Satzung stehen. Der ausschüttbare Betrag darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die nach dieser Satzung oder dem Gesetz von 1915 einer Rücklage zugeführt werden müssen, übersteigen.

23.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, und insbesondere mit den Anforderungen des Artikels 22, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

### **G. Liquidation**

#### **Art. 24. Liquidation.**

24.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

24.2 Der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss wird an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile im Einklang mit den Anforderungen in Artikel 22 dieser Satzung verteilt.

### **H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht**

**Art. 25. Anwendbares Recht.** Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

#### *Übergangsbestimmungen*

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.
2. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

#### *Zeichnung und Zahlung*

Die zwölftausendfünfhundert neu ausgegebenen (12.500) Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

- (i) zwölftausendvierhundertundzehn (12.410) Klasse A Anteile, (ii) zehn (10) Klasse B Anteile, zehn (10) Klasse C Anteile, zehn (10) Klasse D Anteile, zehn (10) Klasse E Anteile, zehn (10) Klasse F Anteile, zehn (10) Klasse G Anteile,

zehn (10) Klasse G Anteile, zehn (10) Klasse H Anteile, zehn (10) Klasse I und zehn (10) Klasse J Anteile wurden gezeichnet von DB Secondary Opportunities Fund II, LP, vorbenannt, zu einem Preis von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500).

Die Einlage für so gezeichnete Anteile wurde vollständig in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Die gesamte Einlage in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

#### *Auslagen*

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit der Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf EUR 1.500,- geschätzt.

#### *Beschlüsse des Gesellschafters*

Der Gründer, welcher das gesamte Gesellschaftskapital repräsentiert und welcher auf eine formelle Einberufungsbeskntmachung verzichtet, hat folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg.

2. Die folgenden Personen werden für unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

(i) Chi Chung CHEUNG, geboren am 1 August 1977 in Hillingdon, Vereinigtes Königreich, geschäftsansässig in 105-108 Old Broad Street, London EC2N 1EN, Vereinigtes Königreich, als Geschäftsführer der Klasse A; und

(ii) Garvan Rory PIETERS, geboren am 29 März 1958 in Hague, Niederlande, geschäftsansässig in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg, als Geschäftsführer der Klasse B.

Worüber diese notarielle Urkunde, in Luxemburg zum eingangs erwähnten, Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Ersuchen der erschienenen Partei, dass die Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen wurde, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat der Bevollmächtigte die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: D. MAJOR und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 décembre 2014. Relation: LAC/2014/60763. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 7. Januar 2015.

Référence de publication: 2015002782/711.

(150002707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

#### **Action Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2352 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Probst.

R.C.S. Luxembourg B 186.967.

En date du 1<sup>er</sup> décembre 2014, Action Holding B.V., associé unique de la Société, a fusionné avec Peer Holdings B.V.

De cette fusion est née une société portant la dénomination de Action Holding B.V., société privée à responsabilité limitée (besloten vennootschap) constituée sous le droit des Pays-Bas, ayant pour adresse Perenmarkt 15, 1681 PG Zwaagdijk-Oost, Pays-Bas et enregistrée auprès du registre de commerce sous le numéro 53029712, qui est devenue associé unique de la Société ainsi que gérant de la société avec effet au 1<sup>er</sup> décembre 2014 pour une durée indéterminée.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Action Luxembourg S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2014206635/17.

(140230890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

**Anam Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 158.491.

—  
DISSOLUTION

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth of December,

Before the undersigned Maître Jean Seckler, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Mr. Michael O'SHEA, company director, born on May 29, 1965, in Kenmare, Ireland, residing at 17, Route de Chêne 30, CH-1211 Geneva, Switzerland,

duly represented by Mr. Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in Junglinster, by virtue of a proxy signed on October 31<sup>st</sup>, 2014 (the "Proxy"), The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

- Mr. Michael O'SHEA, aforementioned, is the sole member of "ANAM INVESTMENTS S.à r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-1610 Luxembourg, 8-10, Avenue de la Gare, registered with the Trade and Companies Registrar of Luxembourg under number B 158.491, incorporated pursuant to a deed of Maître Gérard Lecuit on January 24, 2011, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, number 796 on April 22, 2011 (the "Company").

- The sole member has taken the following resolutions:

I. ANAM INVESTMENTS S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-1610 Luxembourg, 8-10, Avenue de la Gare, registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg under number B 158.491, incorporated pursuant to a deed of Maître Gérard Lecuit on January 24, 2011, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, number 796 on April 22, 2011 (the "Company");

II. The corporate capital of the Company is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500.-) corporate units having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, fully paid up;

III. The appearing party is the owner of all the corporate units and declares that it has full knowledge of the articles of incorporation and the financial standing of the Company;

IV. The appearing party, in its capacity as a sole member of the Company, has resolved to proceed to the anticipatory and immediate dissolution of the Company;

V. The sole member, acting as a liquidator of the Company, and according to the balance sheet of the Company as at October 31<sup>st</sup>, 2014, declares that all the liabilities of the Company, including the liabilities arising from the liquidation, are settled or retained;

VI. The appearing party further declares that

- the Company's activities have ceased;

- the sole member of the Company is thus vested with all the assets of the Company and undertakes to settle all and any liabilities of the Company, the balance sheet of the Company as at October 31<sup>st</sup>, 2014, being only an indication for this purposes;

- following the above resolutions, the Company's liquidation is to be considered as accomplished and closed;

- the Company's managers are hereby granted full discharge with respect to their duties;

- there shall be arranged the cancellation of all issued corporate units and/or the unit holders register;

- the books and documents of the Company shall be lodged during a period of five years at L-1610 Luxembourg, 8-10, Avenue de la Gare, or at any other address which will be chosen by the sole member.

*Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of this deed are estimated at approximately one thousand Euros (EUR 1,000.-).

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that on request of the above persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, he signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le dix-neuf décembre,

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg),

A COMPARU:

M. Michael O'SHEA, directeur d'entreprises, né le 29 mai 1965 à Kenmare, Irlande, demeurant au 17, Route de Chêne 30, CH - 1211 Genève, Suisse,

ici représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé privé, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

La partie comparante, représentée comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- qu'il est le seul et unique associé de la société «ANAM INVESTMENTS S.à r.l.», une société à responsabilité limitée, constituée et existante selon le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 158.491, constituée suivant acte notarié de Maître Gérard Lecuit en date du 24 janvier 2011, publié au Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations, numéro 796 du 22 avril 2011 (la «Société»).

- L'associé unique a pris les résolutions suivantes:

I ANAM INVESTMENTS S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existante selon le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-1610 Luxembourg, 8-10, Avenue de la Gare, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 158.491, constituée suivant acte notarié de Maître Gérard Lecuit en date du 24 janvier 2011, publié au Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations, numéro 796 du 22 avril 2011;

II. Le capital social de la Société a été fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500,-) parts sociales d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune entièrement libérées;

III. La partie comparante est seule propriétaire de toutes les parts sociales et déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

IV. La partie comparante, en sa qualité d'associé unique de la Société, a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société;

V. L'associé unique, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 31 octobre 2014, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

VI. La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;

- l'associé unique est investi de l'entière de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière du passif de la Société, le bilan au 31 octobre 2014, étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;

- décharge pleine et entière est accordée aux gérants de la Société;

- il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les parts sociales et/ ou du registre des associés;

- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-1610 Luxembourg, 8-10, Avenue de la Gare, ou à toute autre adresse choisie par l'associé unique.

*Frais*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison du présent acte, sont évalués approximativement à mille euros (EUR 1.000,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire du comparant le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même mandataire du comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connue du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 29 décembre 2014. Relation GRE/2014/5329. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2015002841/107.

(150002725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

**Chez Stefano S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2560 Luxembourg, 12-14, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 32.689.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CHEZ STEFANO S.à.r.l.

Fiduciaire des Classes Moyennes

Référence de publication: 2015002140/11.

(150001473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2015.

**Team to Trust S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 161.509.

DISSOLUTION

In the year two thousand fourteen, on the second day of December.

Before the undersigned Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

INDUSTRIAL MARKING SOLUTIONS S.A., a company existing under the Luxembourg Laws, with its registered office at L-1118 Luxembourg, 23 rue Aldringen, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under RCS number B 182.049,

here represented by Mr Philippe AFLALO, companies director, residing professionally at L-1118 Luxembourg, 23 rue Aldringen, by virtue of a proxy given under private seal on November 20<sup>th</sup>, 2014.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to state:

- that it is the sole actual shareholder of the company "TEAM TO TRUST S.A.", having its registered office at L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, registered with RCS Luxembourg under number B 161.509 (hereafter the "Company"), incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on May 26<sup>th</sup>, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2013 of August 31<sup>st</sup>, 2011; The Articles have been amended pursuant to a deed of the undersigned notary on July 6<sup>th</sup>, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2366 of October 4<sup>th</sup>, 2011;

- that the capital of the Company is fixed at one hundred forty-two thousand six hundred euros (EUR 142,600.-) represented by four thousand six hundred (4,600) shares with a par value of thirty-one euros (EUR 31.-) each, fully paid up;

- that the appearing party, prenamed, has become owner of all the shares and declares that it has full knowledge of the articles of incorporation and the financial standing of the Company;

- that the appearing party, represented as stated above, in its capacity as sole shareholder of the Company, has resolved to proceed to the anticipatory and immediate dissolution of the Company and to put it into liquidation;

- that the sole shareholder, represented as stated above, in its capacity as liquidator of the Company, and according to the balance sheet of the Company as at December 1<sup>st</sup>, 2014 declares that all the liabilities of the Company, including the liabilities arising from the liquidation, are settled or retained;

The appearing party furthermore declares that:

- the Company's activities have ceased;

- the sole shareholder is thus vested with all the assets of the Company and undertakes to settle all and any liabilities of the terminated Company, the balance sheet of the Company as at December 1<sup>st</sup>, 2014 being only one information for all purposes;

- following to the above resolutions, the Company's liquidation is to be considered as accomplished and closed;

- the Company's directors and statutory auditor are hereby granted full discharge with respect to their duties;

- there shall be proceeded to the cancellation of all issued shares and/or the shareholders register;

- the books and documents of the Company shall be lodged during a period of five years at L-1118 Luxembourg, 23, Rue Aldringen;

No confusion of patrimony can be made, neither with the assets of the dissolved company nor the reimbursement to the sole shareholder can be done, before a period of thirty days (article 69 (2) of the law on commercial companies) to be counted from the day of publication of the present deed, and only if no creditor of the Company currently dissolved and liquidated has demanded the creation of security.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

#### Costs

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are estimated approximately at ONE THOUSAND SEVENTY EURO (1,070.-EUR).

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary the present deed.

#### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil quatorze, le deux décembre.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

#### A COMPARU:

INDUSTRIAL MARKING SOLUTIONS S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, avec son siège social à L-1118 Luxembourg, 23 rue Aldringen, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro RCS B 182.049,

ici représentée par Monsieur Philippe AFLALO, administrateur de sociétés, résidant professionnellement au 23 Rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privée du 20 novembre 2014.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme dit-est, a requis le notaire instrumentant d'acter:

- Qu'elle est la seule et l'unique actionnaire de la société TEAM TO TRUST S.A., ayant son siège social à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, immatriculée au RCS Luxembourg sous le numéro B 161.509 (ci-après dénommée la «Société»), constituée suivant un acte du notaire instrumentant en date du 26 mai 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2013 du 31 août 2011; Les statuts ont été modifiés suivant un acte du notaire instrumentant en date du 6 juillet 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2366 du 4 octobre 2011;

- que le capital social de la Société s'élève à cent quarante-deux mille six cents euros (EUR 142.600,-) représenté par quatre mille six cents (4.600) actions d'une valeur nominale de trente et un euros (31,- EUR) chacune, entièrement libérées;

- que la partie comparante, précitée, est devenue seule propriétaire de toutes les actions et qu'elle déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

- que la partie comparante, représentée comme mentionné ci-avant, en sa qualité d'actionnaire unique de la Société, a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation;

- que l'actionnaire unique, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 1<sup>er</sup> décembre 2014, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;

- l'actionnaire unique est investi de l'entière de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan au 1<sup>er</sup> décembre 2014 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;

- décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société;

- il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les actions et/ou du registre des actionnaires;

- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-1118 Luxembourg, 23, Rue Aldringen.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de, ou remboursement à, l'actionnaire unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication du présent acte et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.



Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

*Frais.*

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison de présentes, sont évalués approximativement à MILLE SOIXANTE-DIX EUROS (EUR 1.070,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante connu du notaire par ses nom, prénom usuels, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. AFLALO, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 3 décembre 2014. Relation: LAC/2014/57561. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2014206464/115.

(140230574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

**Clever Group Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Window Impex S.à r.l.)**

Siège social: L-9952 Drinklange, 11, op der Lampertskaul.  
R.C.S. Luxembourg B 155.959.

L'an deux mil quatorze, le dix-sept décembre.

Par-devant, Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck.

Ont comparu:

1.- Madame Beata FRANKIEWICZ, sans profession, née le 25/12/1974 à PL-SobieskaWola, domiciliée Rue Courte Linkebeek 1/1E/G à B-1620 Drogenbos

ici représentée par Monsieur Alexandre MORICHOVITIS ci-après qualifié,

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à Drogenbos en date du 15 décembre 2014,

Laquelle procuration après avoir été paraphée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant restera annexée aux présentes pour être enregistrée avec lui,

2.- Monsieur Alexandre MORICHOVITIS, employé, né à Bruxelles le 28 février 1977, demeurant à L-6652 Drinklange, op der Lamperskaul 1/b1;

Lesquels comparants déclarent qu'ils sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée "WINDOW IMPEX S. à r.l.", avec siège social à L-8832 Rombach, 14, route de Bigonville, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 155.959, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 10 septembre 2010, acte publié au Mémorial, C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2446 du 12 novembre 2010 (ci-après "la Société").

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant d'acter les constatations et résolutions suivantes, prises en assemblée générale extraordinaire, à laquelle il se reconnaît comme dûment convoqué.

*Première résolution*

Les associés décident de modifier l'article 3 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 3.** La société a pour objet:

La société a pour objet la distribution, l'import et l'export de menuiserie générale ainsi que tous ses dérivés ainsi que l'activité de consultance, de promotion et d'agent et d'intermédiaire commercial.

La société a également pour objet le transport de personnes et de marchandises pour le compte de tiers.

Elle peut faire toutes opérations commerciales, financières ou civiles, mobilières ou immobilières, qui se rattachent directement ou indirectement en tout ou en partie à son objet ou qui sont de nature à en faciliter la réalisation ou l'extension.

La société peut en outre exercer toutes activités et effectuer toutes opérations ayant un rapport direct ou indirect avec son objet social ou susceptibles d'en favoriser sa réalisation."

### Deuxième résolution

Les associés décident de transférer son siège social de Rombach vers L-6652 Drinklange, Résidence Keno, 11, op der Lampertskaul 1/b1 et de changer en conséquence l'article 2 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 2.** Le siège de la société est établi à Drinklange.»

### Troisième résolution

Les associés décident de changer la dénomination de la société et de changer en conséquence l'article 1 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

**Art. 1<sup>er</sup>.** La société à responsabilité limitée prend la dénomination de «CLEVER GROUP Luxembourg S.à r.l.»  
Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est close.

### Déclaration des comparants

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/ droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

### Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes, est évalué à environ huit cent cinquante euros (850,00 €).

DONT ACTE, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Alexandre MORICHOVITIS, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 19 décembre 2014. Relation: DIE/2014/16614. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2014209767/64.

(140234161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

---

### **European Mail S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1260 Luxembourg, 92, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 124.497.

Le bilan approuvé au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2014209101/10.

(140233720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

---

### **Euro-Energies S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3474 Dudelange, 1, rue Auguste Liesch.

R.C.S. Luxembourg B 61.663.

Date de clôture des comptes annuels au 31/12/2013 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DERENBACH, le 30/12/2014.

FRL S.A.

Signature

Référence de publication: 2014209098/13.

(140234129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.